

AAARGH
Septembre 2005

L'AFFAIRE MORIN ET SES SIGNIFICATIONS

LE SIONISME PREND D'ASSAUT L'INSTITUTION JUDICIAIRE

**DÉMONISATION DE LA CRITIQUE ET APLATISSEMENT DES
INTELLECTUELS**

**ISRAEL GAGNE CETTE PASSE D'ARME
ET PERD SON IMAGE**

NOUS APPROCHONS DE LA FIN

Les Israéliens, et la cohue des apeurés qui les suivent et les révèrent, sont obligés de reculer, d'abandonner, par pièces et par bouts, cette absurde ambition de s'approprier par la force un morceau, aussi grand que possible, du Moyen-Orient. Malgré l'appui dévoué de la superpuissance, malgré son énorme panoplie nucléaire, malgré l'activité remuantes de tous ces lobbys dans tous les grands pays, un sentiment de peur pr évaut chez les juifs engagés dans cette entreprise coloniale.

Ce qui les fait reculer malgré leur armée hérissée de blindés, de drones et de fusées, malgré la latitude toujours données aux soldats de massacrer à loisir, de tuer femmes et enfants comme au tir forain, c'est le refus du peuple palestinien qui n'accepte pas qu'on lui vole sa terre, son eau, son histoire et sa rasion d'être. Ce refus, artuiculé par la première et la second Intifada, a forcé les reîtres blindés à se retirer du Liban et maintenant de Gaza. On n'a pas besoin d'être grand clerc pour prévoir une troisième Intifada pour libérer la Cisjordanie, comme prélude au démantèlement inéluctable de l'entité sioniste.

C'est cette peur panique qui engendre, dans nos contrées éloignées du champ de bataille, les réactions hystériques dont l'affaire Morin témoigne de manière risible.

De quoi s'agit-il en effet ? De propos très modérément critiques adressés aux pratiques colonialistes des occupants israéliens. Rien de bien méchant. Morin, dont le vrai nom est Nahoum, a toujours cru qu'il avait sa liberté d'appréciation et d'expression, et que c'est même cette liberté qui le constituait en temps qu'e^tre humain particulier. On l'a bien vu dans l'affaire de son exclusion du PCF qu'il a joliment racontée dans *Autocritique*, un livre qui montre à quoi sert la liberté de penser : à refuser l'embrigadement de la bêtise. Le mauvais rôle était tenu par une juive, Annie Kriegel, qui défendait l'orthodoxie stalinienne, avant de féfendre l'orthodoxie de la droite française et de devenir conseillère du président de l'Etat d'Israël.

On peut faire tous les reproches que 'on veut à l'intellectuel Edgar Morin, et nombreux furent ses critiques. Mais dire de lui que c'est un antisémite atteint de nouvelles dimensions du grotesque. Ce qu cherchent les partisans du génocide des Palestiniens, c'est faire taire les critiques, pour pouvoir se livrer à leur petit jeux de massacre favori sans obstacle. Il faut que l'opinion internationale soit persuadée que les juifs sont encore et partout victimes d'on ne sait quel monstrueux préjugé qui rend légitime tout ce qu'ils font pour s'en protéger. Et si l'on

trouve, ou l'on « prouve » que certains juifs sont antisémites, on atteint le sommet de la justifications de toutes les barbaries infligées à ceux qui sont censés être d'autres « sémites » et qui ne le revendiquent pas, tant cette catégorie est vide de sens.

Morin, ahuri par cette bouffonnerie imprévisible, s'est faiblement défendu. En outre, au moment du jugement, sa santé n'était pas bonne. Il a eu recours à une pétition, qui ne pouvait pas impressionner grand monde. Dans l'idée naïve de montrer sa probité candide, il a fait pratiquer une purge à la liste de ses soutiens. Il a employé dans *Le Monde* l'horrible terme de purge « prophylactique ». Non seulement ce genre de pratique est contradictoire avec son propre passé, mais elle aboutit à donner barre sur lui à ses adversaires, à qui en somme il reconnaît le droit de « dire les antisémites ». Si j'élimine de mes partisans tous ceux qui pourraient être critiqués, dans les mêmes conditions que moi, par les sionistes mes adversaires, je tâche d'être « politiquement correct » mais je suis entourés de muets, d'aveugles et de sourds.

Cette affaire n'est pas grave, elle est désastreuse. Elle fait reculer les libertés publiques et nous ramène, sur ce plan-là, aux juges assermentés de l'époque vichyste. Elle témoigne d'une rapide dégradation de la liberté de la presse. N'oublions pas que le journal *Le Monde*, où s'agitent de prodigieuses quantités de lèche-bottes, occupés jour et nuit à flatter tout ce qui à l'air juif ou américain (c'est un peu la même chose), a été condamné aussi pour « antisémitisme ». C'est une vieille technique, si souvent attachée aux pratiques des groupes juifs, « Jamais assez ». Dans un article dont nous citons un extrait plus bas, le *Wall Street Journal* du 2 juin, s'étonne du relatif silence qui entoure cette affaire en France. Personne ne se lève pour condamner, abominer, exclure et écrabouiller ces antisémites reconnus comme tels par un tribunal, donc par la Loi ! Dans tous les journaux anglo-saxons, l'affaire est entendue : *Le Monde*, Morin, Sallenave sont rangés dans la boîte « affaire hitlériennes ». Ce qu'ils ne comprennent pas c'est qu'en France personne n'y croit. A moins de se trouver dans un asile d'aliénés, personne ne peut ajouter foi à un jugement aussi grotesque. Tout le monde comprend que les juges se sont comportés comme des moutons avant l'abattoir, qu'ils ont prévarié pour sauver ou améliorer leur misérable carrière, que les juifs, en manifestant ainsi leur pouvoir de façon éclatante, sont en train de creuser le trou dans lequel de plus en plus de gens aimeraient les voir tomber. Bref, une affaire comme celle-ci entraîne évidemment un sursaut d'hostilité à l'égard d'Israël et de ses séides.

Tout ça est d'un classicisme parfait. En choisissant comme cible et en prenant par surprise un homme âgé, fatigué, qui n'a plus les réflexes de combattant qu'il a su avoir jadis, les sionistes ont montré qu'ils ne valaient guère plus qu'une bande de chiens enragés.

REVUE DE PRESSE

Edgar Morin poursuivi pour "diffamation à caractère racial" après une tribune parue dans "Le Monde"

Avocats sans frontières et France-Israël ont attaqué en justice le sociologue ainsi que les deux autres auteurs. Au cœur de ce procès, la "judiciarisation des opinions" sur le conflit israélo-palestinien.

En publiant, le 4 juin 2002, dans *Le Monde*, une libre opinion consacrée au conflit israélo-palestinien, Edgar Morin a-t-il dérapé et passé les limites du supportable ? C'est le sentiment de deux associations, Avocats sans frontières et France-Israël, qui le poursuivaient, avec les deux autres signataires du texte - le député européen Sami Nair et l'écrivaine Danièle Sallenave -, devant la première chambre civile du tribunal de grande instance de Nanterre (Hauts-de-Seine), mercredi 17 mars [2004]. Jean-Marie Colombani était poursuivi comme directeur de la publication du *Monde*.

Visant trois paragraphes de ce long article intitulé "Israël-Palestine : le cancer", les deux associations lui reprochent les délits de "diffamation à caractère racial" et "apologie des actes de

terrorisme". Dans ces paragraphes, Edgar Morin écrit notamment : "On a peine à imaginer qu'une nation de fugitifs, issue du peuple le plus longtemps persécuté dans l'histoire de l'humanité, ayant subi les pires humiliations et le pire mépris, soit capable de se transformer en deux générations en "peuple dominateur et sûr de lui" et, à l'exception d'une admirable minorité, en peuple méprisant ayant satisfaction à humilier."

Plus loin, le sociologue poursuit : "Les juifs d'Israël, descendants des victimes d'un apartheid nommé ghetto, ghettoïsent les Palestiniens. Les juifs qui furent humiliés, méprisés, persécutés, humilient, méprisent et persécutent les Palestiniens. Les juifs qui furent victimes d'un ordre impitoyable imposent leur ordre impitoyable aux Palestiniens. Les juifs victimes de l'inhumanité montrent une terrible inhumanité. Les juifs, boucs émissaires de tous les maux, "bouc-émissarisent" Arafat et l'Autorité palestinienne, rendus responsables d'attentats qu'on les empêche d'empêcher."

Pour les associations requérantes, ces morceaux choisis montrent à l'évidence qu'Edgar Morin, en visant "toute une nation ou un groupe religieux dans sa quasi-globalité", a commis le délit de diffamation raciale. Diffamation qu'il aggraverait en opérant une généralisation quand il commet un "glissement sémantique" des "juifs d'Israël" aux "juifs" en général.

"On est dans l'amalgame"

A l'appui de leur position, Avocats sans frontières et France-Israël ont reçu le soutien d'une enseignante en histoire-géographie, **Barbara Lefèvre**, et d'un chercheur du CNRS, actuellement cadre à la Cité des sciences et de l'industrie, Jacques Tarnéro. [*Tarnéro est un imposteur : il n'est pas chercheur au CNRS.*] La première, sûre d'elle et prompte à donner des leçons, s'est insurgée devant le tribunal contre ce qu'elle qualifie de "globalisation extrêmement inquiétante". "Dans un journal de référence, sous des signatures prestigieuses, on légitime l'idée que quand on parle d'Israël, on parle des juifs", a-t-elle regretté, avant d'évoquer une "dangereuse instrumentalisation de la Shoah". Selon l'enseignante, Edgar Morin, penseur de la complexité, aurait fait une lecture "binaire du conflit israélo-palestinien". "Je suis désolée de voir l'évolution de la pensée d'un homme qui était à mes yeux un esprit brillant", finit-elle par lâcher.

Moins polémique, Jacques Tarnéro tient sur le fond le même discours, rappelant que "l'intellectuel doit mesurer le poids des mots qu'il utilise". "Quand j'ai lu ce texte, j'ai été consterné, accablé et furieux, reconnaît-il. On est dans autre chose que la critique du gouvernement israélien. On est dans l'amalgame. Cela revient à dire que les juifs sont devenus nazis. Nous sommes face à une régression intellectuelle qui se situe sur le terrain de l'idéologie alors qu'il s'agit d'un conflit complexe." Le chercheur admet pourtant que les propos reprochés aux trois signataires du texte incriminé ne sont pas à ses yeux "antisémites".

Cité comme témoin par Edgar Morin, Edwy Plenel, directeur de la rédaction du *Monde*, a regretté la "judiciarisation des opinions" et défendu la publication de ce texte estimant que *Le Monde* devait être "un lieu de débats où des points de vue contradictoires se répondent". Avec Jean-Jacques Salomon, professeur honoraire au Conservatoire national des arts et métiers, et Théo Klein, ancien président du Conseil représentatif des institutions juives de France, il a considéré que "les auteurs n'ont à aucun moment mordu le trait", les passages poursuivis étant sortis du contexte de l'article alors que, sous la plume d'Edgar Morin, ils sont précédés et suivis de nuances et de précautions reflétant son souci d'une "pensée complexe". "Leur opinion peut se discuter, a-t-il précisé. Mais elle ne relève pas d'une atteinte aux valeurs fondamentales des sociétés démocratiques."

Premier concerné et présent tout au long des huit heures de débats, Edgar Morin n'a pas pris la parole pour défendre son texte. Non pas qu'il n'ait pas souhaité s'exprimer, bien au contraire, mais la procédure devant la juridiction civile privilégie les observations écrites des avocats plutôt que les dépositions orales des mis en cause. Le résultat fut une audience un peu bizarre.

Jugement le 12 mai.

Acacio Pereira

Le Monde, 18 mars 2004.

On sait qu'en première instance, les inculpés ont été acquittés. Les amateurs de massacre ont fait appel.

En fait B. Lefèvre et J. Tarnéro font un spectacle de duettistes qui est déjà bien rôdé. Ils déjà sont passés au « Centre communautaire (juif) de Paris »

www.centrecomparis.com/viewtopic.html?p=260

ou dans les conférences-débats de l'inénarrable « Union des Patrons et des Professionnels Juifs de France » ...

<http://www.upjf.org/evenements/article-9922-144-7-7-juin-metamorphose-antisemitisme-conference-debat.html>

Elle est « certifiée professeur d'histoire et géo dans les Hauts de Seine ». Tarnéro est un fumiste connu qui agite tristement sa sébille à la sortie des synagogues.

Edgar Morin, condamné pour un texte sur Israël, est désormais menacé et traité de «juif honteux» : «Ces insultes nient toute ma vie»

Par Jean-Pierre Thibaudat

mercredi 29 juin 2005 (*Libération* - 06:00)

Edgar Morin, 84 ans, une «crapule» ? Un de ces «juifs honteux» qui «crache sur son peuple en l'insultant» ? Ces amabilités ont été adressées par mail à Catherine Loridant, sa collaboratrice à l'EHESS (Ecole des hautes études en sciences sociales). L'adresse e-mail de cette dernière figurait au bas d'un témoignage de soutien publié dans les pages Rebonds de *Libération* vendredi et repris sur le site, après l'incroyable condamnation d'Edgar Morin pour diffamation raciale.

A l'origine, une tribune libre parue dans *Le Monde* (2 juin [2002]) cosignée avec Danièle Sallenave et Sami Naïr, et titrée «Israël-Palestine : le cancer». On pouvait y lire : «Les juifs, qui furent victimes d'un ordre impitoyable, imposent leur ordre impitoyable aux Palestiniens.» C'est l'une des phrases qui ont valu aux auteurs, attaqués par les associations France-Israël-Général Koenig et Avocats sans frontières, d'être condamnés pour diffamation raciale. Les associations avaient été déboutées de leurs poursuites en première instance par le tribunal de grande instance de Nanterre. Mais la cour d'appel de Versailles leur a donné raison, condamnant les auteurs du texte à leur verser 1 euro de dommages-intérêts. Chaque jour, la pétition de soutien reçoit de nouvelles signatures.

La fin de l'e-mail reçu par Catherine Loridant pue : «Nous nous voyons au regret de vous annoncer que nous connaissons votre nom et l'endroit où vous travaillez et donc nous allons bientôt vous rendre visite à vous et au vieux Edgard (sic) pour vous mettre les POINGS sur le "i".» Edgar Morin et sa collaboratrice ont porté plainte.

Que vous inspirent le vocabulaire et le ton de cet e-mail ?

C'est affligeant. Malheureusement, cela me concerne. Mais la rage qui traverse cette prose est celle de tous les intégristes, de tous les hypernationalistes. C'est une écriture de la haine. Comme toujours, l'autre c'est l'ennemi.

Vous vous définissez comme français, méditerranéen, juif, européen et citoyen du monde, et vous voici traité de crapule.

C'est un des paradoxes. On a traité les juifs de tous les noms, les plus ignobles, et aujourd'hui, au nom du judaïsme, on me renvoie ce vocabulaire. Un autre paradoxe, c'est que, parmi les signataires de la pétition des gens qui me soutiennent, beaucoup sont juifs. Ceux qui croyaient avoir gagné une victoire au tribunal voient bien qu'ils n'ont vaincu qu'un antisémitisme imaginaire. D'où la fureur dont ce mail est l'expression. Dernier paradoxe : c'est comme l'affaire Dreyfus, mais à l'envers. Ce sont des juifs qui me persécutent. Ce n'est pas seulement inique, c'est fou.

Comment expliquez-vous de telles extrémités ?

Beaucoup de juifs véhiculent une image trois fois noble : celle du martyr, celle de l'arracheur de terres arides et celle de David contre Goliath. Or, aujourd'hui, ce sont les Palestiniens qui portent cette triple image et ils ne le supportent pas. Les médias racontent cela, les médias sont donc antisémites, etc.

Cet e-mail est insultant, mais aussi menaçant.

Cela m'effraie car ma personne est menacée. Cependant, je n'ai pas de colère car toute ma vie j'ai vécu cela : les nazis, les staliniens, cela continue avec l'imprécation et l'autojustification. Il serait souhaitable que la communauté juive trouve une parole pondérée. Ces insultes, c'est la négation de toute ma vie. Je viens de la Résistance. Je me suis toujours refusé à employer le mot «boches». J'ai toujours refusé les épithètes contre les ennemis. Cela me constitue fondamentalement. Or là, c'est nié. C'est lamentable.

Controverse après un jugement condamnant Edgar Morin

Article paru dans l'édition du 03.07.05

Le sociologue et deux autres intellectuels sont mis en cause pour un article critiquant Israël

LA CONDAMNATION, jeudi 26 mai, pour « diffamation raciale » de trois intellectuels, le sociologue Edgar Morin, l'eurodéputé Sami Naïr, l'écrivain Danièle Sallenave, ainsi que de Jean-Marie Colombani, directeur du Monde, qui a publié leur tribune, suscite un vif émoi. En France comme à l'étranger, se multiplient les témoignages de solidarité avec les auteurs des propos incriminés. L'affaire avait démarré à la suite de la publication d'un point de vue intitulé « Israël-Palestine : le cancer » (*Le Monde* du 4 juin 2002) signé des trois intellectuels. Deux associations, Avocat sans frontières et France-Israël Alliance Général Koenig, s'étaient alors portées parties civiles, estimant que certaines phrases contenaient des généralisations qui outrepassaient la critique de la politique israélienne. Parmi celles-ci, deux d'entre elles étaient visées : « On a peine à imaginer qu'une nation de fugitifs, issue du peuple le plus persécuté dans l'histoire de l'humanité (...) soit capable de se transformer, en deux générations (...) à l'exception d'une admirable minorité, en peuple méprisant ayant satisfaction à humilier » et, plus loin, « les juifs d'Israël descendants des victimes d'un apartheid nommé ghetto ghettoisent les Palestiniens ». Relaxés par le tribunal de grande instance de Nanterre (Hauts-de-Seine), vendredi 12 mai 2004, les mis en cause se sont vus astreints à payer la somme de 1 euro symbolique par la cour d'appel de Versailles (*Le Monde* daté 29-30 mai). Ils se sont, depuis, pourvus en cassation. Cette décision de justice, rapportée par des sites Internet, a déclenché, aux Etats-Unis, une rumeur sur le thème : « *Le Monde* condamné pour antisémitisme ». En France, dans les jours qui ont suivi l'arrêt, un « témoignage de solidarité avec Edgar Morin » a été lancé à l'initiative de l'écrivain Jean-Claude Guillebaud, éditeur du sociologue. Ce texte, publié dans *Libération* le 24 juin, exprime la préoccupation des signataires face à « un jugement sanctionnant un article qui plaide clairement, à travers une analyse équitable et complexe, pour la paix et la fraternité entre les protagonistes de la tragédie israélo-palestinienne ». Ce « témoignage » a d'abord été signé par 150 personnalités, parmi lesquelles l'écrivain Laure Adler, le géopolitologue Pascal Boniface, l'éditeur Olivier Cohen, les philosophes Régis Debray et Jean Baudrillard, Nathalie Kosciusko-Morizet, députée (UMP) de l'Essonne, les historiens François Fejtö et Emmanuel Le Roy Ladurie, Olivier Mongin, directeur de la revue *Esprit*, l'écrivain Alain Robbe-Grillet, notre collaborateur Edwy Plenel, le sociologue Alain Touraine, Michel Tubiana, ex-président de la Ligue des droits de l'homme.

«Lettres anonymes»

Mais la tension est montée d'un cran lorsque la collaboratrice d'Edgar Morin à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Catherine Loridant, dont l'adresse électronique figurait au bas de la pétition parue dans *Libération*, a reçu, par courriel, des menaces précises dirigées contre elle et contre le sociologue, âgé de 84 ans, à la suite de quoi elle a porté plainte. Danièle Sallenave fait également état de lettres anonymes. «La perspective du retrait de Gaza, commente Edgar Morin au *Monde*, a dû provoquer une réaction des milieux juifs radicaux d'autant plus radicalisés qu'ils ont vu que de nombreuses personnalités juives signaient l'appel en ma faveur.» Pour Me William Goldnadel, représentant l'association Avocats sans frontières, «ce n'est pas parce qu'un abruti menace M. Morin qu'il faut en tirer des lois générales sur la non-modération de la communauté juive, puisqu'après tout rien ne dit que celui qui profère ces menaces le soit». «C'est M. Morin qui communautarise et qui généralise. La judéité de M. Morin m'indiffère. Ce qui compte, c'est la dangerosité de ses écrits», déclare Me Goldnadel.

La mise en ligne du texte par *Libération* a provoqué, à l'insu de ses initiateurs, la **venue inopinée** d'autres signataires, dont certains noms controversés, comme celui du philosophe de la «nouvelle droite», Alain de Benoist. Certains des premiers signataires, comme le sociologue Michel Wieviorka, ont alors retiré leur signature, tandis que *Libération* faisait provisoirement disparaître la liste de son site Internet. Une nouvelle liste, contrôlée de façon «prophylactique», dit M. Morin, devrait être proposée dans les tout prochains jours.

«Je ne suis pas en colère», dit M. Morin, qui insiste pour que l'on replace la tribune en question dans le contexte de la réoccupation de Jénine par l'armée israélienne. «Quand on cherche à comprendre, on ne peut pas hair, ajoute-t-il. Qu'il existe des petits groupes fascistoïdes qui me menacent, rien de plus banal. Ce qui l'est moins, c'est qu'on se retrouve dans une situation où beaucoup de «braves gens» finissent par tomber dans l'illusion que je suis antijuif.» «J'éprouve plus de douleur que de colère», affirme, pour sa part, Mme Sallenave, qui dit éprouver, face à ce jugement, un «sentiment d'irréalité».

Nicolas Weill

Le Monde du 3 juillet 2005

Edgar Morin : "On a créé un état d'intimidation"

par **Silvia Cattori**

Edgar Morin : « On a créé un état d'intimidation ». Entretien réalisé par Silvia Cattori 17 juin 2005.

Edgar Morin, sociologue mondialement connu, a été de tous les combats depuis soixante ans.(1) Son propos, vif et concis, contredit l'idée que « l'antisémitisme » est de retour. Ce terme serait brandi, selon lui, pour occulter la répression israélienne, pour « israélieniser » les Juifs, pour fournir à Israël des justifications à sa politique. Ses prises de positions en faveur des Palestiniens humiliés et offensés, ont valu à Edgar Morin d'être calomnié. Nous gardons, de notre rencontre avec lui, l'impression d'un homme de grande simplicité et probité. Nous tenons à le remercier ici de nous avoir accordé l'autorisation de publier cet entretien. Silvia Cattori.

Silvia Cattori : *Vous avez été condamné pour « diffamation raciale » (2) pour avoir critiqué Israël. Pouvez-vous nous dire ce qui motive votre intervention dans ce conflit ?*

Edgar Morin : Tout d'abord il y a une chose que ne comprennent pas les défenseurs inconditionnels d'Israël, c'est que l'on puisse être animé par la compassion pour un peuple qui

souffre. Ce sont les souffrances continues de Palestiniens, en butte à des humiliations, vexations, maisons détruites, arbres arrachés, qui m'animent. Bien évidemment les articles que je rédige ne sont pas des articles affectifs. J'essaie de faire des diagnostics. L'article « Israël-Palestine : le cancer » (3), qui m'a valu d'être incriminé, a été conçu dans cet esprit. J'avais rédigé auparavant un article titré « Le double regard », (4) dans lequel j'essayais de comprendre les raisons avancées par les Israéliens d'un côté, et les raisons avancées par les Palestiniens de l'autre. Il est évident que l'inégalité est incroyable. J'avais également développé cette réflexion dans un texte, appelé « Le simple et le complexe » (5), où j'ai essayé de voir les deux aspects du conflit. Je disais qu'il y a un oppresseur et un opprimé ; que l'opresseur israélien possède une force formidable et l'opprimé palestinien n'a presque aucune force.

Silvia Cattori : *Pouvez-vous expliciter ce que vous entendez par « le complexe » ?*

Edgar Morin : Le « complexe » vient du fait que les Juifs bien entendu portent en eux le souvenir des persécutions subies par le passé ; souvenir qui est attisé évidemment par le rappel incessant d'Auschwitz, que l'on appelle Shoah. Il est clair aussi que tant que l'isolement d'Israël dans ce monde moyen oriental se poursuit, tant qu'il n'y a pas une politique qui permet son intégration, il y a une menace tout aussi radicale que celle qui a pesé sur le Royaume franc, le Royaume chrétien de Saint-Jean d'Acre.

Silvia Cattori : *Donc vous vouliez appeler Israël à plus de raison ?*

Edgar Morin : Cet article a été rédigé à l'un des moments les plus intenses et les plus violents. Nous étions en 2002, lors de l'offensive militaire de Sharon. C'était le moment de Jénin. Un moment de très grande répression. De là le besoin d'intervenir et de témoigner. J'ai fondé mon texte sur de nombreux témoignages directs. D'ailleurs j'ai tenu à le faire cosigner par Sami Nair, un ami français, lui-même d'origine maghrébine, et par Danielle Sallenave qui, elle-même, était allée en Palestine. Il est évident que par ce texte j'ai voulu établir un diagnostic et donner un signal d'alarme. Je l'ai donc pensé, mesuré dans sa complexité. Il y avait une question que je tenais à poser. Comment se faisait-il que deux millénaires de persécutions et d'humiliations n'avaient pas servi d'expérience pour ne pas humilier autrui ? Comment en est-on arrivé à ce qu'Israël, lui-même l'héritier de juifs persécutés et humiliés, persécute et humilie les Palestiniens ? C'est ce paradoxe historique que j'interrogeais et que l'on m'a beaucoup reproché - entre autre - dans le camp pro-israélien. Ainsi ce passage a provoqué la fureur d'intellectuels comme Finkielkraut.

Silvia Cattori : *Qu'y avait-il de condamnable ?*

Edgar Morin : La condamnation porte sur deux passages. (6) Ces passages, détachés de leur contexte, ont abouti à ce que la Cour d'appel les considère comme diffamatoires racialement ; à ce que des magistrats et un ministère public en arrivent à la condamnation des auteurs de l'article et du quotidien qui l'a publié. Or il est absolument évident que l'article en question n'est ni antisémite, ni racial, ni raciste. C'est clairement précisé qu'il s'agit des Juifs d'Israël, et non pas des Juifs de la rue des Rosiers ou de Broklyn, [=Brooklyn] qui persécutent les Palestiniens. Il est également précisé que ce n'est pas uniquement l'occupant israélien qui en arrive à des exactions pareilles, mais tout occupant sur un territoire où il n'est pas accepté. Toutefois, le tribunal n'a pas retenu comme « incitation au terrorisme » le passage où je disais qu'il fallait essayer de comprendre pourquoi il y avait ces bombes humaines, appelées kamikazes. J'ai essayé de donner les raisons psychologiques, historiques, y compris l'intervention politique du Hamas ; en clair je ne fait que tenter de comprendre ce qui se passe dans l'âme et l'esprit de ces combattants et les conditions de désespoir et de haine qui les anime. Même si le tribunal ne leur a pas donné raison sur ce passage, ces interrogations sont perçues par ceux qui accusent comme une « apologie du terrorisme ». Ils ne veulent même pas que l'on essaye de comprendre pourquoi des gens sacrifient leur vie de la sorte !

Silvia Cattori : *Tout ce qui se passe à ce sujet est incompréhensible pour la plupart des gens !*

Edgar Morin : Il se passe que, pour une grande partie des Israéliens - et peut-être une grande partie des Juifs qui sont ici en France entre les mains du CRIF (7), de ces organisations que l'on appelle communautaires - **il y a une sorte de judéo-centrisme**, de phénomène

d'hystérie de guerre : l'ennemi est montré sous un angle diabolique et soi-même on croit toujours avoir raison. Il se passe que, bien qu'en France l'on ne soit pas en guerre, il y a cet état d'esprit qui leur fait voir de l'antisémitisme dans toute critique d'Israël. Or il est évident que l'on peut, avec des arguments pervers, insinuer que tous ceux qui critiquent Israël - qui est un Etat qui se déclare juif, qui se veut juif, et qui prétend représenter tous les Juifs - deviennent antisémites. C'est une sorte de cercle vicieux. Je crois qu'au surplus, agiter un antisémitisme imaginaire, renforce l'israélo-centrisme.

Silvia Cattori : *Israël n'est-il pas assez fort comme cela ?*

Edgar Morin : Israël n'existe que parce qu'il y a eu un antisémitisme dont le point culminant a été l'antisémitisme nazi. Malgré son hétérogénéité, Israël se sentait, dans les premiers temps, menacé vitalement par ses voisins arabes. Mais depuis 1967, où il est dans la position de l'Etat le plus fort, il a besoin de camoufler cette situation de domination par celle de victime. D'où le retour à Auschwitz et aux rappels incessants du martyr passé. Par conséquent Israël est amené à réveiller l'idée que, dans des pays où il y a de nombreux Juifs, les « gentils » (les non juifs) sont fondamentalement ou potentiellement antisémites. Cela revient à dire aux Juifs « vous n'êtes pas chez vous en France, chez vous c'est Israël ». Autrement dit, l'antisémitisme alimente d'une certaine façon une politique qui, au lieu de rechercher la bonne entente et la paix, recherche la solution dans les annexions de nouvelles terres. Voilà en résumé dans quel contexte il faut situer le phénomène de « l'antisémitisme » et son instrumentalisation.

Silvia Cattori : *Alors si je comprends bien vous dites qu'il y a des personnes qui empoisonnent le débat pour défendre l'indéfendable ?*

Edgar Morin : Après la diffusion de mon article il y a eu bien entendu beaucoup de messages de compréhension et de reconnaissance par ceux qui ont compris cette vision complexe ; mais il y a eu aussi des injures et des insultes. Une femme très éduquée, ingénieur, m'a dit « mais Monsieur qu'est-ce que vous racontez ! Jérusalem est à nous depuis trois mille ans ! » Comme si c'était d'évidence historique que Jérusalem été éternellement juive.

Silvia Cattori : *Cet acharnement à faire taire toute critique qui embarrasse Israël, ne va-t-il pas susciter des cassures dommageables ?*

Edgar Morin : L'idée de ceux qui me calomnient est de faire passer le message que, bien que d'origine juive, je puisse être antisémite. Ils avancent l'argument de « la haine de soi ». Parce que, effectivement, certains Juifs, notamment dans l'Allemagne d'avant la deuxième guerre mondiale, se sentant parfaitement à l'aise dans la culture allemande, éprouvaient une gêne d'avoir cette chose hétéroclite, hétérogène, qu'était leur origine. Mais en venir à m'accuser de « la haine de soi », est absolument ridicule ! Tout cela est absolument grotesque. Ces organismes juifs qui engagent les procès contre moi - Avocats sans frontière, France-Israël - ont déjà fait beaucoup de procès à d'autres gens. Le premier procès qu'ils n'ont pas perdu est le procès en appel où je suis en cause et où, je crois, que **c'est sur instruction du Ministère de la Justice**, dans le cadre de cette vigilance extrême sur l'antisémitisme, que le Ministère public a pris la parole au cours du procès - ce qu'il ne fait jamais dans ce genre de procès - pour dire qu'il y avait deux passages qui devaient être considérés comme diffamation raciale. Voilà le contexte.

Silvia Cattori : *Comptez-vous répondre aux calomnies ?*

Edgar Morin : Je compte publier l'ensemble des articles que j'ai rédigés sur cette question, sous le titre peut-être : « Ecrits racistes et antisémites » pour qu'au moins les lecteurs puissent voir de quoi il s'agit. Car il est vrai que c'est très difficile de comprendre ce qui se passe en Israël-Palestine.

Silvia Cattori : *Ce qui revient à dire qu'aussi longtemps que le droit du plus fort occulte le droit du plus faible, c'est cette vision unidimensionnelle qui primera.*

Edgar Morin : On a vu à la télévision des maisons détruites, on a vu des chars tirer sur des enfants ; mais ce que l'on ne peut pas voir à la télévision c'est l'humiliation quotidienne faite à ces Palestiniens qui se présentent aux postes de contrôles, à ces vieux que l'on fait se déshabiller

devant leurs enfants. C'est de ce mépris horrible que j'ai voulu rendre compte ; de ce mépris affreux, surtout manifesté par ces jeunes soldats de Tsahal, peut-être pas tous ; il y a quand même une petite minorité qui va aider les Palestiniens à reconstruire des maisons détruites. Cette humiliation n'est pas perçue dehors ; ce sont ceux qui vont sur place qui l'ont constatée. C'est pourquoi beaucoup de gens n'arrivent pas à comprendre la situation quotidienne des Palestiniens. Par ailleurs, il est clair pour moi que tous ces procès ont toujours été voulus dans le but de faire croire à l'opinion israélienne et américaine que la France est antisémite. Et ensuite, quand ces organisations perdent les procès, elles répandent l'idée que les juges sont antisémites eux aussi. Donc, ils gagnent de ce point de vue là. Et par là même ils font peur, ils intimident. Or, s'il y a un déferlement de racisme c'est sur les Palestiniens qu'il se manifeste.

Silvia Cattori : *Mais quand ces intimidations s'arrêteront-elles ?*

Edgar Morin : Beaucoup de gens me disent « mais toi tu peux écrire ces choses là parce que tu es d'origine juive mais nous on n'oserait pas, on a peur, on se ferait tout de suite traiter d'antisémite ». Alors, **cette peur de se faire traiter d'antisémite chaque fois que l'on veut exercer un acte de libre critique, créé un climat empoisonné.** C'est pourquoi je pense que le jugement rendu par le tribunal l'autre jour - jugement qui me condamne - va encore aggraver ce climat et rendre de plus en plus difficile la critique d'Israël et, en un sens, la liberté d'expression. Sans compter le fait que ce genre de discrédit, d'outrage, fait à des personnes - dont moi-même - qui toute leur vie ont lutté contre toutes les discriminations, est inique autant que grotesque.

Silvia Cattori : *Cette expérience malheureuse vous a-t-elle fait découvrir une réalité que vous méconnaissiez ? Qu'il y a, en France, une manière de prise de contrôle basée sur l'intimidation et la diabolisation qui ruine des vies ?*

Edgar Morin : Vous parlez de gens qui ont perdu les procès ?

Silvia Cattori : *Je me réfère à des cas où les procès sont gagnés mais suivis d'appels sur appels.*

Edgar Morin : Cette réalité je la connaissais très bien. Je connais le journaliste Daniel Mermet qui a été lui aussi poursuivi. Je sais que, jusqu'à présent, ils ont perdu tous les procès intentés. La seule fois où ils ont gagné, c'est avec notre article.

Silvia Cattori : *On peut comprendre que des personnes mal informées puissent être ébranlées par votre argumentation. Mais quand une personne avertie, comme Alain Finkelkraut par exemple, affirme être saisie « d'épouvante » (8) en vous lisant, que penser ?*

Edgar Morin : C'est un phénomène bien connu. Il y a une fermeture à partir du moment où les pro-israéliens ont l'impression que c'est Israël la victime, et que ce sont les Palestiniens les coupables qui veulent la mort d'Israël, ce qui justifie toute cette répression contre eux. A partir du moment où ils ont l'impression que, quand la presse montre des images où l'on voit les chars israéliens, c'est une presse unilatérale, pro-palestinienne, et que toute information qui parle des souffrances des Palestiniens est pro-palestinienne, donc tendancieuse, on entre dans une conception totalement fermée. Quand vous avez affaire à un groupe fermé qui est persuadé d'avoir la justice de son côté, il s'octroie le droit de dire et faire n'importe quoi. C'est la même chose avec les groupes « terroristes » que combat Israël. Le fait est que là, avec ce conflit, il s'est créé un nationalisme et un chauvinisme juif toujours auto-justifié ; dans le reste de l'opinion on a peur de passer pour antisémite du fait des siècles d'antisémitisme passés. La juste culpabilité de l'antisémitisme paralyse la juste critique d'Israël.

Silvia Cattori : *Dois-je conclure que soutenir Israël c'est se tromper de combat ? Que la justice voudrait que tous les Israéliens et tous les Juifs du monde s'unissent pour exiger du gouvernement israélien la cessation des abus et le respect de la loi internationale ?*

Edgar Morin : Il y a une minorité de Juifs qui se battent dans ce sens là. Et même, je peux dire qu'en Israël, on peut écrire des choses qu'ici nous vaudraient des procès. Le rabbin Leibowitz disait qu'Israël devenait un « Etat judéo-nazi ». Mais ici en France, sous ma signature,

l'on ferait un procès. On a créé, chez certains esprits, un état d'intimidation et de terreur psychologique.

Silvia Cattori : *Les intellectuels de confession juive, les militants juifs étaient généralement à l'avant-garde de la lutte pour les libertés. Or, nombre de militants - le plus souvent issus du trotskisme ou du communisme - pratiquent aujourd'hui une sorte de maccarthysme. Ils semblent très actifs à désigner des « antisémites » (9) de manière totalement arbitraire et à parler, finalement, de la même voix que ces institutions juives qui vous font des procès. Etrange renversement non ?*

Edgar Morin : Ceux dont vous parlez n'étaient pas de confession juive. Ils n'étaient pas religieux. Ils étaient d'origine juive mais ils étaient devenus internationalistes, universalistes. Or, à partir du moment où beaucoup d'entre ces militants - qui étaient trotskistes, maoïstes, communistes - ont perdu leur foi, il s'est opéré en eux une crise et ils ont retrouvé une raison d'espérer en se raccrochant à Israël. Ce fut le cas de Benny Levi, l'ancien responsable maoïste ; ce fut le cas d'Annie Kriegel, ex-stalinienne. Vous avez un retour à cette identité qui devient fermée. Le propre des Juifs dans le monde occidental, une fois qu'ils acceptaient leur statut de citoyens, ils faisaient partie de la nation ; ils ne faisaient plus partie d'un peuple juif qui était dispersé ; ils ne faisaient plus partie d'un Etat juif qui n'existait plus. Beaucoup d'entre eux n'avaient plus d'attaches avec la religion même si, parfois, ils allaient à la synagogue par respect pour leur famille. Donc les trois éléments qui formaient l'identité juive avant la diaspora, « une nation, un peuple, une religion », avaient disparus. Les Juifs qui rentraient ainsi tout naturellement dans le monde des « gentils », percevaient fort bien le danger que faisait peser sur eux le nationalisme étroit. Ils avaient donc des tendances universalistes ; ils étaient européens, ils étaient mondialistes, ils étaient internationalistes. Mais à partir de la création de l'Etat juif, et surtout à partir de soixante-dix, beaucoup de Juifs du monde extérieur se sont sentis solidaires d'Israël, liés à cet Etat par une double fidélité ; ce qui peut très bien se comprendre. Les communistes eux mêmes étaient français et en même temps solidaires de l'Union soviétique. Vous avez un Etat. Vous avez un peuple. D'ailleurs beaucoup d'organismes de jeunesse juifs disent « un seul peuple dans deux nations ». On a reconstitué l'idée d'un peuple juif. Et les Juifs laïcisés se sont mis à lire la Bible, le Talmud. Il y a eu un retour à la religion. Donc les trois composantes de l'identité juive de l'antiquité ont été ressuscitées. Et quand on est dans une telle composante, et en situation de guerre, on se met à haïr l'ennemi et tous ceux qui altèrent la belle image de soi.

Silvia Cattori : *Quelle image ?*

Edgar Morin : C'était le sabra, c'était l'homme qui colonise la terre, c'était le mythe d'un peuple « sans terre pour une terre sans peuple » qui faisait pousser les fleurs dans le désert, c'était un peuple de combattants héroïques ; il y avait cette image merveilleuse du Juif qui avait éliminé l'image du petit juif craintif de ghetto. Et quand, un peu plus tard, on se rend compte que ces mêmes gens envoient des missiles pour liquider des militants du Hamas, réels ou supposés, détruisent des agglomérations - comme Jenin en 2002 - font toutes ces opérations militaires répressives, cela touche l'image de « soi » ; l'image de beaucoup de Juifs qui ne peuvent pas se reconnaître dans cette image. L'image dans laquelle ils se reconnaissent est, je suis le martyr d'Auschwitz, je suis le bel Israélien qui fertilise une terre. Voilà. Donc quand cette image de « soi » est altérée d'une façon aussi dramatique, ils se mettent également à haïr tous ceux qui, par la critique d'Israël, détruisent l'image de « soi ». Pourquoi pendant longtemps « ils » n'ont pas voulu appeler les Palestiniens les Palestiniens ? Parce que c'étaient des Arabes ! Même Golda Meir disait d'eux que c'étaient « des bêtes ». Ils n'ont pas même voulu leur donner d'identité. C'est l'Organisation de libération de la Palestine (OLP,) avec Arafat, qui a fini par faire reconnaître au monde la notion de Palestinien et a fini par la faire reconnaître in extremis au gouvernement israélien. Demeure que l'idée que les Palestiniens puissent exister dans une terre qui était soi disant « sans peuple » est une idée qui les offense ; les Palestiniens sont vus comme des parasites. Donc voilà comment tout ceci s'est créé. Malheureusement tout cela - qui est compréhensible - est tout à fait lamentable.

Silvia Cattori : *Les autorités politiques en Europe, n'ont-elles pas favorisé ce climat délétère pour avoir été trop à l'écoute d'institutions qui poursuivent des intérêts particuliers ?*

Edgar Morin : Je crois que ces campagnes, menées par le CRIF et quelques autres organismes communautaires, ont fait en sorte que le gouvernement et le pouvoir ont quasiment capitulé. En disant qu'ils combattaient le racisme ils ont surtout voulu combattre l'antisémitisme. Ils ont oublié les autres racismes, et pas seulement à l'égard des Arabes, mais des Tziganes, etc. Je crois que c'est également l'importance politique de la minorité juive en France - il y a bien une minorité islamique plus importante en nombre mais moins influente politiquement - qui amène le gouvernement à aller plus ou moins au devant de ses désirs. Les responsables du CRIF se sont même permis de critiquer la politique internationale de la France sans que le gouvernement ait quoi que ce soit à redire.

Silvia Cattori : *Cette soumission ne peut qu'encourager les demandes ?*

Edgar Morin : Oui. Ils se sentent encouragés par tant d'attentions. Et en arriver à ce que la commémoration d'Auschwitz soit centrée uniquement sur les Juifs, alors que nous savons fort bien qu'il y avait aussi d'autres victimes. Et que, parmi les victimes de la répression nazie, il y a eu environ deux millions et demi de prisonniers de guerre soviétiques qui sont morts dans les camps. Nous savons que la répression était avant tout concentrée sur les Juifs ; mais elle s'est aussi portée sur les Tziganes, sur les débiles mentaux. Nous savons que cette répression aurait frappé massivement les Slaves aussi, si Hitler avait gagné la guerre. Tout ceci, qui s'est pareillement concentré sur les Juifs - comme s'ils étaient les uniques victimes de l'humanité - a provoqué le choc en retour. Les noirs ont fini par dire « Et nous, et cinq siècles d'esclavages et de traite des noirs ? » Et les Algériens « Et la guerre d'Algérie, et ce que les Français nous ont fait » ? Je trouve que c'est très justement que tous ceux qui ont souffert, de ce que l'on peut appeler la barbarie européenne, disent maintenant « Il ne faut pas nous oublier ! Il n'y a pas que les Juifs au monde » !

Silvia Cattori : *A quoi pouvons-nous nous attendre désormais ?*

Edgar Morin : Je pense qu'ils (les institutions juives) sont allés trop loin. Il est vrai qu'au début, quand il y a eu la libération des camps, on n'a parlé que des déportés politiques ; on n'a pas spécialement parlé des Juifs. Il faut préciser qu'en France il y avait eu plus de déportés politiques que de déportés Juifs. Cela tenait au fait qu'une partie de la population française avait caché des Juifs. La France avec la Bulgarie - alors que dans d'autres pays il y a eu 60 à 80 % de victimes juives - est le pays où parmi les déportés, les Juifs étaient en nombre moindre parce que bien de braves gens ont caché et protégé des Juifs dans les villes et les campagnes. En France, à la fin de la guerre, on avait surtout parlé alors des déportés politiques qui revenaient, mais on n'avait pas parlé des Juifs en particulier. Mais maintenant on est passé à l'autre extrême. On oublie tous les autres déportés. Or, tout ces excès, font partie d'une vision politique où les Juifs ne peuvent être que héros ou victimes. Et si on porte atteinte à cette double image, alors on est un salaud.

Silvia Cattori : *N'avez-vous pas la nostalgie d'une époque où Juifs et non-juifs étaient à l'abri des particularismes ? Nous y sommes en plein en ce moment où tout « goyim », qui critique Israël, peut être soupçonné « d'antisémitisme ».*

Edgar Morin : Oui. Cela nous ramène à ce que pendant des siècles, tout Juif pouvait être un suspect. Et que tout Juif avait l'inquiétante étrangeté. Et maintenant pour les Juifs tout « goyim » peut être suspect, c'est sûr ; il y a un renversement.

Silvia Cattori : *D'être dans le camp des condamnés ne semble pas trop vous bouleverser ?*

Edgar Morin : Non, je suis simplement calomnié. Cela m'est déjà arrivé d'être calomnié ou marginalisé pour d'autres raisons. Non, d'ailleurs je vais résister à cela. Je vais publier tous les articles que j'ai faits sur cette question. Je vais intervenir là où on me demande d'intervenir. Il semble qu'il y a eu ces jours-ci un débat à la Sorbonne. Monsieur Roire, journaliste du Figaro, demandait comment il se faisait que je sois « antisémite » puisque j'étais juif ; et Monsieur Barnavi, ex ambassadeur d'Israël, aurait dit que mon article est unilatéral, que c'était tout à fait étonnant qu'un auteur qui se prétend philosophe de la complexité, rédige un article qui ne vaut rien du tout, mais qu'il n'était pas partisan de judiciariser ces affaires là.

Silvia Cattori : *Avez-vous dialogué avec les responsables des associations qui sont à l'origine de votre condamnation ?*

Edgar Morin : Non je n'ai jamais dialogué avec eux, non ; ou plutôt, ils n'ont jamais dialogué avec moi.

Silvia Cattori : *Soutenir Israël, vouloir châtier des gens parfaitement honorables, est-ce à l'avantage de ces institutions ?*

Edgar Morin : Non, ce n'est pas à leur avantage en France, mais cela a un avantage sur le plan international, américain. Ils ont besoin de crier à l'antisémitisme, de dire que l'antisémitisme se déploie. Tout cela sert à justifier Israël. Ce qu'ils font c'est stratégiquement bien conçu.

Fin

(1) Edgar Morin, né en 1921, chercheur émérite au sein du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), directeur de la section des sciences humaines et sociales (CETHSAH), est toujours en pleine activité.

(2) L'association « France-Israël Général-Koenig » et « Avocats sans frontières » (présidée par Gilles-Williams Goldnadel) ont attaqué Edgar Morin en justice en 2002 après la parution de l'article « Israël-Palestine : le cancer » publié en juin 2002 dans la tribune libre du quotidien *Le Monde*.

(3) Edgar Morin, Danielle Sallenave et Sami Naïr, ont cosigné « Israël-Palestine : le cancer ». Ils ont été condamnés en appel par la cour de Versailles le 27 mai 2005, alors que le Tribunal de grande instance de Nanterre les avait relaxés en mai 2004.

(4) « Israël-Palestine : Le double regard ». *Libération*, 11 septembre 1997.

(5) « Le Simple et le complexe ». *Le Monde*, 2 février 2001.

(6) Le premier passage incriminé « On a peine à imaginer qu'une nation de fugitifs, issus du peuple le plus longtemps persécuté dans l'histoire de l'humanité, ayant subi les pires humiliations et les pires mépris, soit capable de se transformer en deux générations en peuple dominateur et sûr de lui et, à l'exception d'une admirable minorité, en peuple méprisant ayant satisfaction à humilier ». Le second passage incriminé : "Les Juifs qui furent victimes d'un ordre impitoyable imposent leur ordre impitoyable aux Palestiniens".

(7) Conseil représentatif des institutions juives en France.

(8) Alain Finkielkraut : « Entre Mel Gibson et Edgar Morin ». *L'Arche*, mai 2004.

(9) Ras l' Front, le site Proche-Orient Info, SOS racisme entre autres.

Nota bene. Cet article est en Copyleft. Tout site, ou forum, qui entend le diffuser et le mettre en ligne, doit d'abord en demander l'autorisation à son auteur : silviacattori@yahoo.it. Et après autorisation, mentionner la source et la date de diffusion originale.

Source : Silvia Cattori. ThePlanet.com internet service, samedi 18 juin 2005.

L'excellente Silvia Cattori, italienne, ignore, comme beaucoup de gens, que les règles de la typographie nous interdisent de mettre des majuscules aux substantifs et aux adjectifs désignant des religions ou des croyances. En français, on ne met pas plus de majuscule à « juif » qu'à « bouddhiste » ou « socialiste-révolutionnaire »...

Maintenant un article surgit des égouts du sionisme, là où les remugles racistes se mélangent à un nationalisme très archaïque. Du point de vue anthropologique, ces gens-là valent le détour.

Signature, siou plait !

La France est un beau pays. On peut encore y signer ce qu'on veut et avec qui on veut. Cette liberté totale dont les citoyens jouissent leur permet, aux heures creuses des chaudes journées de juin, de soutenir quelque intellectuel parisien ayant tenu des propos racistes à l'insu de son plein gré.

Libération, le quotidien de référence pour tout ce qui se rapporte aux modes intellectuelles, n'a pas hésité à suivre *Le Figaro* en prenant la défense d'Edgar Morin. Celui-ci, ayant battu le rappel de ses

aficionados, fans et amis, dispose maintenant d'une pétition en direct. Il est trop tôt pour dire si ce mouvement va prendre de l'ampleur.

Peu importe au demeurant. Il nous suffira de savoir que le journal *Libération* a pris parti pour un délire raciste qui n'a aucun fondement factuel. Il nous suffira de savoir que les signataires de l'appel de *Libération* frayent sans rechigner avec un Alain Coutte, « chef d'entreprise » dont les théories devraient faire crever de honte n'importe quel démocrate (voir plus bas).

Bien entendu, il y a plusieurs types de signataires : les uns ont un attachement sincère à la liberté d'expression et, n'en lisant que l'intitulé, apposent pieusement leur signature au bas de toute pétition qui prétend la défendre. Pour d'autres, il s'agit plus prosaïquement de copinage, d'activation de réseaux, de renvois d'ascenseur. Assister ensemble à des colloques onéreux payés sur fonds publics permet de nouer de solides amitiés. D'autres encore sont atteints de pétitionnisme aiguë et trouverait indécent que leurs noms ne figurassent point aux côtés d'un tel ou une telle. D'autres, enfin, trouvent l'occasion trop belle de haïr à haute voix les Juifs et leur Etat, tout en restant politiquement corrects.

Une étude un peu plus fouillée permettrait surtout de comprendre que le monde intellectuel français est petit, étroit. Les associations qui font vivre, parfois grassement, ce petit monde sont si intimement liées que leurs Conseils d'Administration ont l'air d'un "copié-collé" effectué sous l'oeil débonnaire des inspecteurs des finances. Les réflexes corporatistes jouent au moins autant que les affinités idéologiques.

Alors, parce qu'il faut rire un peu, et afin de rendre service aux exigeants lecteurs de *Libération* qui ne se satisfont pas des simples libellés derrière les noms des signataires – ils sont par trop sommaires – nous avons mené notre petite enquête sur ces « personnalités ». Le temps nous étant compté, nous avons volontairement omis de nous intéresser à ceux dont le logiciel envoie systématiquement une signature quand l'intitulé du message parvenant à leur boîte mail comporte le mot "pétition".

Qu'ils ne nous en tiennent pas rigueur : leur apport indéniable à la culture et à la recherche française, a toujours suscité l'admiration de la planète, une admiration que nous partageons...

Qui sont donc ces signataires qui sifflent sur nos têtes, unanimes et véloces, accourant au secours de la liberté de la presse menacée ?

Bernard Ancori, professeur, Université Louis Pasteur, Strasbourg, assez actif, comme Edgar Morin, au sein du réseau PEKEA, une ONG de valorisation des savoirs tenant colloques et réunions à Santiago, Bangkok. Basée à Rennes et soutenue par le Conseil Régional de Bretagne.

Jean-Christophe Attias, directeur d'études à l'EPHE ; habitué avec Esther Benbassa (voir plus bas) de l'émission de Daniel Mermet, « *là-bas si j'y suis* », où des auditeurs sont invités à expliquer que "*les Juifs ont bien profité de la Shoah, maintenant y en a marre!*".

Jacqueline Aubenas, mère de Florence Aubenas, journaliste à *Libération* ([lire](#)).

Anis Balafrej, ingénieur, Rabat (Maroc), actif au sein de l'Association Marocaine de Soutien au Peuple Palestinien. Pris en flagrant délit de propagation de fausse nouvelle en affirmant qu'il y a eu plusieurs centaines de morts à Jénine (pour mémoire, Israéliens et Palestiniens sont d'accord sur le chiffre de 52 Palestiniens et 23 Israéliens). [*Il n'y a évidemment aucun accord. Les Israéliens ont passé les ruines au bulldozer et empêché par tous les moyens les enquêtes internationales, y compris celle des Nations Unies. Ces manœuvres ont montré qu'ils avaient beaucoup à cacher.*]

René Balme, maire de Grigny (Rhône), vice-président de la communauté de communes Rhône-Sud, créateur avec Noël Mamère de l'association du réseau des Elus et Collectivités hors AGCS, bref anti OMC, militant actif pour la Palestine et le retour des réfugiés (en Israël, pas dans le futur Etat de Palestine), organise dans sa ville de Grigny des soirées citoyennes consacrées au "génocide" de Jénine, par exemple.

Enrique Baron, député européen, ancien président du Parlement européen, est intervenu en séance plénière pour demander une enquête sur le « génocide » de Jénine

Marine et Jean Baudrillard, philosophes. Jean Baudrillard est co-auteur avec Edgar Morin du livre « la violence du monde ». S'est fait remarquer en déclarant à propos du 11 septembre : "Que tout le monde sans exception ait rêvé (de ces attaques), c'est un fait!".

Esther Benbassa, directrice d'études à l'EPHE, auteur d'un rapport délivré à la Commission Consultative des Droits de l'Homme. Elle avait nié, en 2001, la possibilité de regain de l'antisémitisme. En 2003, elle finit par le reconnaître mais récidive dans ses errements avec une analyse angélique voulant accréditer la thèse de la symétrie parfaite entre deux nationalismes -juif et arabe- qui s'opposeraient (lire).

Jose Vidal Beneyto, directeur du collège d'études européennes. Monsieur Vidal Beneyto est trop modeste. Il oublie de dire qu'il est président des Amis du *Monde Diplomatique*. Il a signé un appel en compagnie d'Edgard [= Edgar] Morin « halte au carnage en Irak et en Palestine ».

Prof. Gianluca Bocchi, Université de Bergame, Italie, auteur avec Edgar Morin et Mauro Cerruti de « repenser l'Europe ». Actif lui aussi dans les Rencontres de Cerisy.

Marcel Bolle de Bal, professeur émérite à l'Université libre de Bruxelles, Membre de la loge "Les Amis Philanthropes" à l'Orient de Bruxelles, a déclaré : « *nous sommes bouleversés – ou devrions l'être – par ces milliers de victimes palestiniennes en Palestine.... nous Occidentaux devons accepter que le spectacle insolent de nos richesses puisse susciter des vocations de kamikazes chez ceux qui, démunis de tout, privés de leurs terres et bombardés par nos armes de mort (américaines le plus souvent), n'ont plus rien à perdre* ». Pensait-il en particulier aux deux étudiants britanniques d'origine pakistanaise qui ont tué, entre autres, une citoyenne française en mai 2003? Aux Sunnites irakiens qui se tuent sur des marchés ou devant des mosquées chiites, faisant essentiellement des victimes civiles parmi leurs compatriotes?

Pascal Boniface qu'on ne présente plus, mais auteur d'un étrange mea culpa à l'occasion d'une interview-confession réalisée par Elisabeth Schemla pour *POI*. Il y jurait par ses grands dieux qu'il n'avait jamais placé Israël dans l'axe du mal, que ce pays avait finalement droit à une dissuasion nucléaire, que la France devra toujours être garante de sa sécurité, etc. Apparemment, la pathologie dont souffre l'éminent géopoliticien est plus grave que prévue et donne lieu à des récurrences malheureusement incontrôlables. Ce n'est donc certainement pas la défense de la liberté d'expression qui l'a poussé à signer cette pétition. Il s'agit bien et toujours, comme de très nombreux signataires de cette pétition d'ailleurs, de cet antisionisme qui l'a poussé à écrire son livre "Peut-on critiquer Israël?".

Pierre Calame, directeur de la fondation pour les progrès de l'homme Charles Léopold Meyer et habitué des colloques avec Edgar Morin.

Henri Callat, président départemental du MRAP (Aude), animateur des Colloques interdisciplinaires de l'ADREUC, une association financée directement par le Conseil Général de l'Aude et qui organise régulièrement des colloques avec les Amis du *Monde Diplomatique*. Fait partie du comité International de défense d'Azmi Bishara, député arabe israélien né en 1956 à Nazareth

Sophie Calle, artiste, amie de Florence Aubenas. On retrouve son nom sur un appel international initié par les éditions Actes Sud contre l'occupation israélienne en compagnie d'Eyal Sivan, Pierre Vidal-Nacquet, Michel Warchawsky et... Edgar Morin.

Marcel Charbonnier, fonctionnaire, traducteur des livres d'Israël Shamir, un auteur se prétendant israélien et pratiquant un antisémitisme débridé. Marcel Charbonnier contribue bénévolement depuis le mois de juin 2000 de façon très active et efficace à la réalisation de la newsletter de la Maison d'Orient à Marseille, a fait plusieurs voyages dans les Territoires. S'est notamment fait remarquer par une lettre publique adressée au journal *l'Humanité* où il reprochait à ce journal d'être "pro-sioniste" (sic).

Olivier Corpet, directeur de l'IMEC, admirateur d'Edgar Morin et auteur d'un article fort élogieux sur le sociologue lors d'un colloque « autour d'Edgar Morin » organisé au Centre Culturel International de Cerisy. On le retrouve dans ce colloque aux côtés de Jacques Cortès (voir plus bas) et François Fejtö, (voir encore plus bas)

Michel Cool, journaliste, ancien directeur de la rédaction de *Témoignage Chrétien*, l'hebdomadaire qui organisait des voyages « de paix » en Israël et dans les territoires palestiniens en compagnie du Rabbin Haddad et de Ghaleb Ben Cheikh.

Maurice Cosandey, président de la société suisse des professeurs de Sciences naturelles, que l'on retrouve dans divers colloques sur le « pluriel, le responsable, le solidaire » aux côtés de Pierre Calame et d'Edgar Morin... trans-disciplinarité oblige !

Alain Coutte, dirigeant d'entreprise. Et auteur d'ouvrages écrits au kilomètre pour prouver que les Juifs sont à l'origine de la Shoah (pour obtenir la création d'Israël) et des attentats du 11 septembre (puisque d'après lui, et lui seul, aucun Juif n'est mort dans les attentats)... Coutte est avant tout un chef d'entreprise : ses livres se vendent un peu partout dans le monde arabe. On imagine comme son engagement pour la liberté de la presse doit être alimenté par la recherche de la vérité !

Michel Crozon, CNRS, s'occupe, entre autres activités, des régulières et onéreuses « Rencontres CNRS Jeunes Sciences et citoyen » sur le site du Futuroscope, sous la direction d'Edgar Morin et avec la participation de Marcel Bolle de Bal, déjà cité plus haut.

Jean Dornac, créateur et administrateur du site www.altermonde.levillage.org, site qui milite pour le boycott d'Israël et qui fait la part belle au Réseau Hors AGCS de René Balme, maire de Grigny, déjà cité plus haut.

Jean-François Dortier, directeur de «Sciences humaines», disciple et grand admirateur d'Edgar Morin dont les textes sur la complexité lui ont permis, dit-il, de “sortir du sommeil dogmatique”.

Gabriel Enkiri, écrivain, a publié récemment un livre dont il cherche à faire la promotion « Israël, un projet funeste ». Il se dit à l'origine, avec d'autres, du pacte de Genève.

François Fejtö, et toute sa petite famille... journaliste, historien, voir plus haut dans les colloques de Cerizy et autre lieux bien pensants...

Claude Fischler, directeur de recherches CNRS, co-directeur du CETSAN, a procédé à la nouvelle édition d'Edgar Morin « Israël-Palestine, le simple et le complexe » après l'avoir relu.

Marcel-François Kahn: célèbre professeur de rhumatologie. Très sûr de lui et péremptoire, il arbore volontiers le Keffieh et n'hésite pas à se lancer dans des analyses telles que celle parue dans *l'Humanité* le 25 septembre 2002 : « Sharon est un criminel de guerre... La volonté de Sharon est manifeste. Il prend bien garde de ne pas s'attaquer au cheikh Ahmed Yassine, le chef du Hamas... ». MFK aura sans doute trouvé en mars 2004, après l'élimination ciblée de cheikh Yassine, une nouvelle démonstration de la culpabilité du « boucher Sharon ».

Nathalie Kosciusko-Morizet, parlementaire, député UMP de l'Ouest francilien. Elle avait eu la « garantie » d'être ministre dans le gouvernement actuel. Elle se fait la défenderesse de l'Environnement.

Jean-Louis Le Moigne, professeur émérite à l'Université d'Aix-en-Provence, habitué lui aussi des colloques de Cerizy, des théories de la complexité et compère, de ce fait, d'Edgar Morin.

Jean-Marc Lévy-Leblond, professeur émérite de l'université de Nice, l'un des promoteurs des premières tentatives de boycott des universités Israéliennes en décembre 2002. Dans une correspondance, il établit une comparaison entre l'indemnisation des familles d'islamikazes par Saddam Hussein et celle des victimes de la Shoah par l'Allemagne d'après-guerre !

Eric Rouleau, journaliste. Mais journaliste engagé au sein du *Monde Diplomatique* et spécialiste de la cause palestinienne. Reçu de nombreuses fois par Yasser Arafat, il fut aussi, mais c'est un hasard, nommé Ambassadeur de France à Tunis, par François Mitterrand. Tunis ou s'était réfugié Arafat à son départ du Liban sous la protection de l'armée française.

Michèle Sibony : elle dirige auprès de Richard Wagman l'UJFP, Union Juive Française pour la « Paix » (les guillemets sont de Primo) : tout comme la CAPJPO, cette organisation se bat pour une paix « juste » au Proche-Orient, mais pour toutes les deux, une paix juste est une paix qui comporte la destruction d'Israël à court terme par la démographie sinon par les décisions internationales.

Eyal Sivan : l'auteur du film-marathon de 4h30, *Route 181*, pour lequel Arte avait déployé le tapis rouge en novembre 2003. On y voyait un plagiat de la scène du coiffeur de *Shoah*, le film de Claude Lanzmann.

Ce coiffeur relatait un massacre de la population arabe de Lod lors de la guerre d'indépendance de 1948. Les historiens contactés par Primo avaient alors taillé en pièces cette version des faits.

Michel Tubiana : ex-président de la LDH qui, avant de remettre sa démission, avait tenté, sans succès, un coup d'éclat : il avait essayé de faire interdire un colloque à Toulouse consacré aux enfants victimes du terrorisme au prétexte qu'il se penchait sur le sort des victimes israéliennes des attentats et qu'il avait reçu le patronage du Ministère des Affaires Étrangères israélien.

Saïd Zulficar, réseau de Libération coloniale, signataire d'une pétition en faveur de Dieudonné, vice-président de "Patrimoine sans frontières", une ONG qui aide à la sauvegarde du patrimoine des pays en guerre. Fonctionnaire de l'Unesco, originaire d'Égypte, il a reçu en 2002 le Prix de la communication culturelle nord sud. Ce Prix a été créé en 1991 par le Professeur Mahdi Elmandjra. Il a été accordé en 2001 à « Mohamed Jamal AL-DURREH (Palestine) cet enfant martyr de 12 ans qui a été sauvagement abattu par les Israéliens le 30 septembre 2000 et, à travers lui, à tous les enfants de l'INTIFADA ainsi qu'à Talal ABU RAHMA, reporter de France 2 qui immortalisa à travers sa camera cet acte odieux ». (sic)

Les noms viennent s'ajouter peu à peu, mais sans se bousculer. Mais nous ne continuerons pas cet exercice fastidieux.

Certes, il n'est pas interdit de penser, ni de signer. Il n'est pas interdit non plus de s'interroger sur les raisons de certaines signatures. La réponse, comme on le voit, est plus souvent copinage et patronage, deux mamelles de la France qui secrètent des laits plutôt nauséabonds, ces temps-ci...

En ces temps de disette et de Célébrités à la Ferme, l'honnêteté intellectuelle n'est pas une obligation. C'est juste un luxe.

Primo Europe

<http://www.primo-europe.org/impression.php?numerodoc=Ed-225789643>

Edgar Morin et Serge Thion

par Lucien Foulon Saturday, Jul. 09, 2005 at 7:03 AM
lucienfoulon@yahoo.fr

Quand Edgar Morin prenait publiquement la défense du négationniste Serge Thion, révoqué du CNRS pour antisémitisme

Lu sur le blog d'un ami de Serge Thion

<http://www.u-blog.net/neplusfairefausseroute>

Serge Thion, qui a élargi les dimensions de l'affaire Robert Faurisson, en 1979, en mouillant sa chemise dans *Vérité Historique ou Vérité Politique ?* fut rapidement déprogrammé d'un colloque sur l'Asie du Sud-Est, son domaine de recherche de prédilection. La pression venait évidemment de toute part. Néanmoins, il fut protégé par le milieu universitaire puisqu'il ne perdit son poste qu'en l'an 2000, sous la pression probable de Lionel Jospin, tout juste égratigné par Mr. Thion au sujet de la Palestine dans un texte intitulé "Des caillasses pour sa gueule" (27 février 2000).

Quelques mois plus tard, il devenait révoqué politique. Personne n'osa exprimer à voix haute sa réprobation, sauf le sociologue (d'origine "juive") Edgar Morin qui prit à partie Edwy Plenel lors d'une conférence au Futuroscope organisée par le CNRS, et reprocha aux journalistes du *Monde* de n'avoir rien fait pour la défense du sociologue.

[Ajout de janvier 2005 : nous avons découvert en lisant un article du "Point" d'avril 1996 sur l'abbé Pierre, qu'Edgar Morin avait publiquement rappelé son amitié pour Serge Thion en

1994. Nous reproduisons le passage dans son intégralité ("Mes Démons", Stock, 1994, p.98) : "J'ai toujours naturellement donné la primauté à l'amitié sur les intérêts, les relations et l'idéologie. Je n'ai pas rompu avec mes amis qui, à partir du pacifisme, avaient glissé, dérivé vers la collaboration. Au sein du PC, j'étais ami avec Jean-René Chauvin, trotskiste que j'aurais dû refuser de voir. Je reste ami de Serge Thion, qui a pris la défense du négationniste Faurisson. La qualité de la personne m'importe plus que la qualité de ses idées ou opinions. Comme dit Lichtenberg, "règle d'or : ne pas juger les hommes sur leurs opinions, mais sur ce que leurs opinions font d'eux".]

<http://marseille.indymedia.org/news/2005/07/3253.php>

Thion n'a pas été « révoqué pour antisémitisme ». Ces types causent sans savoir.

COMMENT LA PRESSE ANFLO-SAXONNE ENFOURCHE LE CHEVAL DES SIONISTES

Author Edgar Morin.

BEHIND THE HEADLINES In France, debate rages over verdict finding paper guilty of anti-Semitism

By Lauren Elkin PARIS, July 7 (Jewish Telegraphic Agency) ÷ What began as a debate over freedom of the press surrounding a fiercely anti-Israel article has devolved into a clash of special-interest groups.

In late May, a Versailles court of appeals found *Le Monde*, France's newspaper of record, guilty of « racial defamation » for a June 4, 2002 article titled « Israel-Palestine: The Cancer. »

It's not the first time that the French media have asked where exactly the dividing line lies between legitimate criticism of Israel and anti-Semitism, but it is the first time the pro-Israel side has won its case in a court of law. The decision therefore was initially welcomed in the Jewish community.

In the past month, however, the French intellectual elite has re-centered the debate around the figure of Edgar Morin, one of the article's three authors.

Morin, who is Jewish, is a well-respected sociologist and a member of France's intellectual elite. Some see the controversy over the treatment of Israel in the French media being co-opted by the intellectuals at Morin's side, who claim the debate about free speech for themselves.

Any gratification the Jewish community initially took in the ruling has turned to outrage as the controversy has evolved and as Morin's backers attempt to « contextualize » the article, blunting its explicit anti-Semitism.

The court cited two particular passages from the article as racist. The first reads: « One has trouble imagining that a nation of refugees, descendants of the people who have suffered the longest period of persecution in the history of humanity, who have suffered the worst possible scorn and humiliation, would be capable of transforming themselves, in two generations, into a dominating people, sure of themselves, and, with the exception of an admirable minority, into a scornful people finding satisfaction in humiliating others. »

The second citation reads, « The Jews, once subject to an unmerciful rule, now impose their unmerciful rule on the Palestinians. »

The court ruled that the article's offense rests in the implication that « all the Jews of Israel humiliate the Palestinians for their own satisfaction » and that « all Jews around the world » take part in this satisfaction and persecution.

The prosecuting groups ÷ France-Israel and Lawyers Without Borders ÷ sought the equivalent of approximately \$18,000 in damages. The court awarded each group the equivalent of approximately \$3,583 in legal fees and a symbolic \$1 for damages, and *Le Monde* was ordered to print a retraction.

But the story is far from over: The fees have not been paid, no retraction has appeared, and *Le Monde* is appealing the judgment.

« We cannot allow jurisprudence like this to stand, » Catherine Cohen, the attorney representing *Le Monde*, told the *Guardian*, a British newspaper.

Immediately after the decision, CRIF, the umbrella group of secular [**AND religious**] Jewish organizations in France, expressed its satisfaction: « The CRIF has always believed that criticism of Israeli policy falls under the heading of free and democratic debate but that it must not be expressed through bias or through the demonizing of Israel or the Jewish people. »

Outside the Jewish community, reaction to the ruling was surprisingly muted. Journalist Tom Gross noted in *The Wall Street Journal* on June 2 that though the ruling was a « landmark, » it had been all but ignored in France and elsewhere in Europe.

Then, on June 21, *Le Figaro* came to *Le Monde's* defense, complaining about the « oversensitivity » of « these types of associations, » which seek « to censure the most insignificant article that has the slightest hint of truth to it. »

The Jewish press responded indignantly. One writer on the pro-Israel Web site Primo-Europe.com reminded critics « that in 2002, when the article in question first ran, people were parading in the streets of Paris and other French cities crying 'Death to the Jews!' believing they had a right to do so because of such articles. » [**In fact, the cries came from Jewish Betar provocateurs.**]

On June 17, Morin sat down with the Swiss journalist Sylvia Cattori to speak in his own defense, explaining that he views his writings on the Arab-Israeli conflict as a « diagnostic. »

He also pointed to the timing of the article ÷ in 2002, as Israel had gone of the offensive against Palestinians in the Jenin refugee camp who had carried out scores of terrorist attacks.

« It was the moment of Jenin, of the greatest repression. From that arose the need to intervene, to bear witness, » he explained. The article was intended to « sound an alarm » Morin protests that the offending passages were taken out of context and that « it is made very clear that it is about the Jews of Israel, not those of [Paris] or Brooklyn, who persecute the Palestinians. »

As « L'Affaire Morin, » so dubbed by the French press, heats up, Morin's assistant, Catherine Loridant ÷ whose e-mail address was printed at the bottom of an article in *Liberation*, a left-wing daily, about a petition circulating in defense of Morin and his co-authors ÷ has been receiving hate mail.

« It's the Dreyfus Affair in reverse, » Morin complained to *Liberation*. « It's the Jews who persecute me. »

Not everyone was buying that argument.

« French society, or at least its elite, seems no longer to be able to understand the meaning of words, not to mention its own duties and responsibilities, » responded Nicole Leibowitz on Proche-Orient.info, a pro-Israel Web site.

Notable signatories on the pro-Morin petition include the philosopher Jean Baudrillard, the artist Sophie Calle, the editor of the *Nouvel Observateur* newspaper, and the sociologist Michel Wieviorka, who wrote a recent study of anti-Semitism. Also signing were far-right leaders such as Yvan Aumont and Alain de Benoist.

Several Jewish outlets condemned the petition, saying the signatories acted to preserve friendships in their clique, rather than out of intellectual honesty. « I would bet that many of those who signed the petition didn't even read Morin's article, » Clement Weill-Raynal, president of the Association of Jewish Journalists for the French Press, said on *Radio Communauté Juive*, a Jewish station. « Some of them no doubt signed out of favoritism, out of ignorance, or out of simple intellectual conformity. »

Gilles-Williams Goldnadel, president of France-Israel and Lawyers Without Borders, told *Radio J*, another Jewish station, that before the trial even began, « these so-called intellectuals tried to explain to us in their learned manner that we are guilty of judicial harassment. »

He went on to that say opponents predicted they would lose the case because it limited freedom of expression. « « If we hadn't followed through with this case, » he said, « we would have established a legal precedent in which anything might be possible for some people because of their social position. »

Alain Finkelkraut, a celebrated French Jewish philosopher, critiqued the trial in an article in *L'Arche* magazine in 2004, arguing that no matter what the outcome, « our enemies will interpret it in the same way: as a new proof of the intolerance, the sectarianism, and, let's not be afraid to say it, of the McCarthyism of the Jewish community. » Finkelkraut was right: In her story about the Morin controversy, Sylvia Cattori accused « Jewish militants » of practicing « a sort of McCarthyism » Neither side shows any indication of conceding. For now, *Le Monde's*

appeal remains to be decided, and the debate rages on. Morin, for his part, plans to collect his writings in a volume titled *Racist and Anti-Semitic Writings*.

http://www.jta.org/page_print_story.asp?intarticleid=15600&intcategoryid=2#top

Virtually no coverage

Grotesque and utterly false comparisons such as these should have no place in reporting or commenting on the Middle East. Yet although the French court ruling -- the first of its kind in Europe -- is a major landmark, no one in France seems to care. The country's most distinguished newspaper, the paper of record, has been found guilty of anti-Semitism. One would have thought that such a verdict would prompt wide-ranging coverage and lead to extensive soul-searching and public debate. Instead, there has been almost complete silence, and virtually no coverage in the French press. [***Why ? Because nobody can believe the charge to be true...***]

And few elsewhere will have heard about it. Reuters and Agence France Presse (agencies that have demonstrated particularly marked bias against Israel) ran short stories about the judgment in their French-language wires last week, but chose not to run them on their English news services. The Associated Press didn't run it at all. Instead of triggering the long overdue reassessment of Europe's attitude toward Israel, the media have chosen to ignore it.

The Wall Street Journal Europe, June 2, 2005

TOUS MAUVAIS, SAUF LES ÉLUS

The Persistence of Anti-Semitism on the British Left

Ben Cohen

Much of the recent analysis of leftist anti-Semitism focuses on developments since the outbreak of the second intifada in September 2000. This article, which takes Britain as a case study, seeks to situate what is commonly referred to as the "new" anti-Semitism in a historical context, arguing that many of the anti-Semitic themes currently present in leftwing and liberal discourse have been observable in the past. The article analyzes the evolution of leftist anti-Semitism, concentrating in particular on the motif of delegitimization that marks discussions of Zionism and Israel. It concludes that the organizational alignment of leftist and Islamist organizations, and the ongoing integration of Islamist and leftist attitudes toward Jews, represents a qualitative shift in the nature of leftist anti-Semitism in Britain.

Although egalitarian, cosmopolitan, and internationalist principles are common to all variants of socialist doctrine, these have not immunized the Left from anti-Semitism. What the German socialist leader August Bebel denounced as the "socialism of fools" is as old and as resilient as the Left itself, even if its original thesis, famously expressed in Kautsky's prognosis¹ that the Jews would disappear with capitalism's demise, has turned out to be a fallacy.

Like other forms of anti-Semitism, left-wing anti-Semitism has survived by mutating; whereas once the Jewish question (or problem) was viewed through the prism of economics, now it belongs to the realm of politics. The orthodox Marxist notion² that the Jews - as an economic agent - perform a distinctive function within a system designed for the extraction of surplus value has been replaced by the anticolonialist notion that the Jews - as a national collective - are integral to the maintenance of American hegemony on a global level.³ Accordingly, there has been a conceptual shift on the Left from the politics of class to the politics of identity; and, again accordingly, a practical alignment with those forces, most notably the Islamist movements, opposed to this hegemony.

As a result of this alignment, three points warrant consideration. First, visceral opposition not to Israel's security policies alone but to its very legitimacy means that, as in Islamist

discourse, the terms "Jew," "Israel," and "Zionist" are increasingly interchangeable in contemporary left-wing discourse; second, this discourse has been standardized and globalized;⁴ third, this discourse is increasingly finding recognition outside the activist margins, for example, among politicians broadly described as "progressive," among prominent academics, and in liberal media outlets.

In the United Kingdom, the phenomenon of left-wing anti-Semitism has been somewhat overshadowed by the attention paid to similar problems elsewhere in Europe, particularly in France, Belgium, and The Netherlands. Nevertheless, the anti-Semitism of the British Left deserves closer examination, not least because Britain was the former Mandate power in Palestine and a Labour government was in office when the State of Israel was created in 1948. The aim of this article, therefore, is to take a long view of the development of anti-Semitism on the British Left. While much of the analysis concentrates on attitudes toward Zionism, it needs to be stressed that in the United Kingdom, as elsewhere, hostility toward Zionism and Israel often functions as a Trojan horse for anti-Semitism.

The primary argument underlying this article is that the classic anti-Semitism associated with the xenophobic Right and its leftist version are linked by a profound enmity toward the empowered, autonomous Jew. For the extreme Right, anti-Semitism is based on a dark fantasy about the malign effects of Jewish power, which integrates the financial and the political spheres. In the leftist imagination, the only good Jew is the invisible Jew, one who is assimilated totally by his surroundings; by contrast, Jewish national consciousness is, a priori, reactionary, supremacist, and politically aligned with imperialism. For many on the Left, the concrete expression of this consciousness, the State of Israel, is the last colonial outpost in the world.

Origins of the "New" Anti-Semitism

"Why do you come to me with your special Jewish sorrows?" wrote the Polish Jewish revolutionary Rosa Luxemburg⁵ to a comrade. "I feel just as sorry for the wretched Indian victims in Patanago, the Negroes in Africa....I cannot find a special corner in my heart for the ghetto." Those who would position themselves as Luxemburg's heirs have, perhaps, taken her sentiments a step further. Jewish suffering is relativized or denied outright, while the supposed crimes of Jewish nationalism are seized upon with gusto. Moreover, in the collective heart of the modern Left there is a "special corner" for the Palestinians, whose particular narrative of exile has elevated their trials far above those of other unfortunate nations.

It is at the farthest reaches of the Left, where there is a fixation with the Palestinians, that we find the brashest expressions of anti-Semitism. Among the mosaic of groups that compose the "antiglobalization" movement, as well as among the remnants of the New Left, anti-Semitic rhetoric and symbolism is rife. The UN World Conference against Racism in Durban in September 2001, the conferences organized by the World Social Forum in India and Brazil, and the marches in several European cities against the U.S.-led intervention in Iraq are all examples of public events where Jews have been actively denigrated. Such displays have commonly been presented as manifestations of the "new anti-Semitism," generally dated back to September 2000, when the second Palestinian intifada began. Decidedly, this "new" anti-Semitism, which would deny self-determination to the Jews even as it celebrates this principle for other nationalities, is driven by the Left, and not the Right. Even so, it is far from new.⁶

In the British case, it should be borne in mind that contemporary manifestations of leftist anti-Semitism are loosely related, if at all, to the hostility - rooted in a conflict between indigenous and immigrant workers rather than opposition to Zionism - that Jews encountered from sections of the British labor movement at the turn of the 20th century. In addition, among some British social democrats there is a parallel tradition of solidarity with the Jews and Israel. As in other countries, the adversarial position toward Zionism was the effect of an encroaching New Left agenda during the 1960s and 1970s, so that by 1982 W.D. Rubinstein could state: "Fringe neo-Nazi groups notwithstanding, significant anti-Semitism is now almost exclusively a left-wing rather than a right-wing phenomenon."⁷ Rubinstein also identified the factors that distinguish current leftist discourse as anti-Semitic, in particular the questioning of Israel's legitimacy as a state. This strategy of delegitimization was accompanied by a steady buildup of pro-Palestinian opinion. In a case study of the United Kingdom, Rubinstein noted that as early as 1969, pro-Palestinian groups were being formed within the Labour Party; by 1978, one-sixth of Labour's parliamentary contingent was identifiably pro-Arab. These developments reflected the growing influence of the far Left within and outside the party's ranks.⁸

Much of the ire directed toward Zionism on the British Left drew strongly on motifs found in Soviet propaganda, specifically the equation of Zionism with Nazism and the accusation that the Zionist movement collaborated with the Nazis or even engaged in the killing of Jews to further its own ends. Rubinstein cites the example of the British Anti-Zionist Organization (BAZO),⁹ a left-wing group active on university campuses during the late 1970s and early 1980s. In an especially insidious example of the collaboration charge, BAZO claimed that the Struma, a ship carrying Romanian Jewish refugees to Palestine that was sunk by the Soviets in 1942, was in fact destroyed by Zionists because the sole survivor, David Stoliar, went on to fight for the Haganah.

Aside from the facile logic involved here, claims like this one, and those contained in the play *Perdition* discussed below, demonstrate the difference between the anti-Zionism of the ancien Left and that espoused by its new incarnation. As Robert Wistrich has argued, in becoming a "code word for the forces of reaction in general," Zionism has assumed a global importance for the contemporary Left that not even Marx and Lenin could have foreseen. Consequently, "[t]he extreme left in western societies not only denigrates Israel and Zionism in a systematic manner, but its irrational hostility frequently spills over into contempt or antipathy towards Jews and Judaism as such."¹⁰

The Lebanon War of 1982 afforded many instances of leftist publications in Britain engaging in ferocious attacks on Israel that drew on classic anti-Semitic images and themes. These attacks bore striking similarities to the anti-Semitic crudities evident during the formative years of English socialism. In 1884, for example, *Justice*, the newspaper of the Social Democratic Federation, railed against the "Jew moneylenders who now control every Foreign Office in Europe."¹¹ Almost a century later, the newspaper of the Workers Revolutionary Party - an organization distinguished by the presence of the actress Vanessa Redgrave among its members and for the generous funding it received from Libya - employed similar terms when it opined that it was "Britain who sold the Palestinian people out to Zionist money power."¹² Aside from the typical association of Jewish influence with financial muscle, what is arresting about this statement is the exaggeration of the power of Zionism to the extent that it, and not the British Mandate, is the starting point for what passes as an analysis of the origins of the Arab-Israeli conflict.

A related tendency is the ascribing of collective guilt for Israel's actions. As this is an important feature of the "new" anti-Semitism, it should be remembered that this was also pronounced during the Lebanon War. A British anarchist paper captured the two prongs of this argument - that all Jews are responsible for what Israel does and that Jews are therefore responsible for their own misfortune - extremely well.¹³ The massacres at the Sabra and Shatila camps, blamed automatically on Israel, could not fail to spark "acts of revenge" across the world; it was not fanciful to assume that the targets of revenge would be Jewish communities. The consequent claim, namely, that Zionism is the "monster" that fuels anti-Semitism, holds the Jews themselves accountable for prejudice against them.

This recasting of Zionism as a causal factor of anti-Semitism, rather than an authentic Jewish response to it, is a uniquely leftist contribution to anti-Semitic doctrine. It is, moreover, intimately linked to the accusation of Zionist collaboration with the Nazis. As Rubinstein points out, whereas for the neo-Nazis the Shoah is a hoax, for the far Left "[t]he Holocaust now emerges as the Jews (or Jewish nationalism's) greatest crime - the autogenocide of the Twentieth Century."¹⁴

Perdition: A Dress Rehearsal

In 1986 the play *Perdition*,¹⁵ by the Marxist playwright Jim Allen, brought the accusation of Zionist-Nazi collaboration to the British public's attention for the first time. Until that point the Left's discussion of Jews and Israel, like most of its discussions, had been conducted internally, with leaders defining the doctrine and foot soldiers repeating it to each other. Now, a thesis that had been dismissed by scholars of the Shoah was suddenly granted a wider audience.

Perdition was based on a well-known trial brought to the Jerusalem district court in 1954.¹⁶ The defendant in the trial was an elderly Hungarian Jew, Malkhiel Grunwald, who was charged with defaming the Hungarian Zionist leader Rudolf Kastner when he accused him of collaborating with the Nazis as they prepared to exterminate Hungary's Jews in 1944. Kastner's intent had been to negotiate a deal whereby the German army would be supplied with ten thousands trucks in exchange for a stay of execution. But according to Grunwald, Kastner had facilitated, through his negotiations with Adolf Eichmann, the destruction of Hungary's Jews while enriching himself personally. The court found in favor of Grunwald. Kastner himself was assassinated just before Israel's Supreme Court overturned the Jerusalem court's decision.

In the hands of a talented dramatist, this story could have probed the nature and limits of the moral choice confronting the leader of a beleaguered community, as well as the complex motives of the survivor who made these allegations. In Allen's hands, any nuances and subtleties were purged. In his own words, *Perdition* was a tale of "privileged Jewish leaders" collaborating "in the extermination of their own kind in order to help bring about a Zionist state, Israel, a state which itself is racist."¹⁷

The announcement by London's Royal Court Theatre that it intended to stage the play sparked a furious public debate. Many Jewish scholars and leaders pointed to gross distortions and inaccuracies in the text, asserting that *Perdition* was little more than standard anti-Semitic conspiracy theory with a leftist tinge. European Zionists, the play charged, betrayed Europe's Jews while "all-powerful American Jewry" (a line from the play) discreetly approved the strategy. Indeed, the text was replete with lines that equated the power of Zionism with that of Nazism ("the Zionist knife in the Nazi fist") and highlighted the selfishness of Jewish leaders ("To save your hides, you practically led them to the gas chambers of Auschwitz").

In January 1987 the artistic director of the Royal Court, Max Stafford-Clark, declared that his doubts about *Perdition* were grave enough for him to cancel its performance. Although Stafford-Clark made the decision on his own, left-wing activists were quick to point to a Zionist "conspiracy."¹⁸ The film director Ken Loach, a close colleague of Allen, claimed that the theater had caved in to pressure from prominent British Jews such as Dr. Stephen Roth, Lord Weidenfeld, and Lord Goodman; men, Loach said, "who can pay their way."

For anyone exploring the recent history of anti-Semitism on the British Left, the *Perdition* affair is seminal for at least two reasons. First, the immense press coverage the affair generated meant that extreme anti-Zionist claims won wider attention, particularly among Britain's liberally inclined intelligentsia; as the past was interpreted through the prejudices of the present - the perception of Israel as a racist, militarist state - it is not surprising that these claims were given serious and sometimes sympathetic attention. Second, the affair rehabilitated the old canard of the nefarious, transcendental power of Jewish individuals and organizations, whether manifested in wartime Hungary (the subject matter of the play) or modern-day London (the reason for the play's cancellation). Since 2000, a similar discourse of uncompromising anti-Zionism, which carries both implicit and explicit warnings about the dangerous extent of Jewish power, has resurfaced in Britain. As has been demonstrated thus far, its authors belong to the far Left, but those who echo it are spread, politically and demographically, more widely.

Anti-Semitism and the Liberal-Left Elite

In January 2002 the *New Statesman*, an august journal of the British Center-Left, published a cover story about the "Zionist lobby" in Britain.¹⁹ The magazine's cover displayed a golden Star of David stabbing a pliant Union flag and carried the legend: "A Kosher Conspiracy?" In the days and weeks that followed, Jewish and non-Jewish critics excoriated the *New Statesman* for its revival of anti-Semitic iconography. The magazine eventually ran a qualified apology from the editor, Peter Wilby, who conceded that the cover "used images and words in such a way as to create unwittingly the impression that the *New Statesman* was following an anti-Semitic tradition that sees the Jews as a conspiracy piercing the heart of the nation" (emphasis added).²⁰

Wilby's assertion that the *New Statesman* did not realize the historical import of the imagery it used must be regarded as disingenuous. Is it really credible that no one among the culturally sensitive editorial staff of a political weekly would have been struck, in examining the cover before it went to press, by the echoes of the Protocols or the agitational rhetoric of Maurras or Streicher? That no one at the *New Statesman* was aware of the Left's own anti-Semitic idiom, from Fourier's "parasites" to Stalin's "rootless cosmopolitans"? These points were never addressed by the magazine.

The article on the Zionist lobby itself, by Denis Sewell,²¹ amassed evidence for one conclusion and then ended with another. After writing about the web of clients assembled by an Israeli arms dealer, including the Shah of Iran and Indira Gandhi; after claiming that this same arms dealer was financially supporting a pro-Israeli lobbying group in London; and after pointing to instances of journalists at *The Times* and the *Daily Telegraph* allegedly being censored by media barons with Zionist sympathies, Sewell ended his piece with the argument that the Zionist lobby was ineffective and "clueless" because it opened itself up to criticism by accepting funds from a man involved in the sale of weaponry.

No such sophistry was evident in the accompanying article by John Pilger, the extreme left-wing journalist.²² Pilger has been a stalwart critic of Tony Blair's project to remake "old" Labour as "new" Labour, whereby many long-established socialist principles were abandoned

and a greater distance was placed between the party and the trade unions. For Pilger, as for many on the Left, Blair's personal sympathy with Israel reflects the party's sharp turn to the right, as well as being emblematic of British subservience to American foreign policy.

Indulging in the conspiracy theorizing beloved of the far Left, Pilger identified Blair's friendship with "wealthy Jewish businessman" Lord Levy, who also serves as his envoy to the Middle East, as the principle reason for his support of the Sharon "regime." Hence, the *New Statesman* gave us two contrasting views of Jewish power. For Sewell, it is incompetent, whereas for Pilger, it is ruthless and proficient; for both writers, though, Jewish power undoubtedly exists in the shadows of political life, manipulating and shaping policy as it tries to escape scrutiny.

This stress on the intersection of Jewish power with Jewish wealth was evident during the furore over *Perdition*, demonstrating that it is one of the more favored anti-Semitic themes of the Left and is easily revived. Indeed, in 2003 the veteran Labour MP Tam Dalyell told a *Vanity Fair* journalist that Blair's views on the Middle East had been subverted by a "Jewish cabal" that included, along with Lord Levy, Peter Mandelson, a key ally of the prime minister, and Jack Straw, the foreign secretary (both Mandelson and Straw have Jewish ancestry, but neither is Jewish).²³ Moreover, this highlighting of Jewish influence is not restricted to the British Left's appraisal of their own country's Middle East policy. Numerous denunciations of American foreign policy under the Bush administration have dwelt upon the Jewish origins of the neoconservatives in Washington. In 2004, a former BBC Middle East correspondent was even more brazen. At a speech in Glasgow, Tim Llewellyn accused President Clinton's former Middle East envoy Denis Ross of hiding behind "a lovely Anglo-Saxon name." He went on to say that Ross is "not just a Jew, he is a Zionist...a Zionist propagandist."²⁴

The passage of the anti-Zionism of the extreme Left to the Center- Left, along with its attendant disdain for Jewish concerns, is visible in other media outlets. A good deal of attention has been paid to the BBC, which, despite a public broadcasting remit and "Producer Guidelines" that are meant to enforce impartiality, has been consistently biased in its reporting on the Middle East. One analyst has suggested that to understand why this is the case, the BBC's own culture needs to be examined: "It is full of reporters holding left-wing, so-called 'liberal' viewpoints, including very negative ones about Israel. They then recruit people under them who have a similar outlook. In this way, the liberal left-wing system propagates itself."²⁵

Similar criticism has been directed at the United Kingdom's two main liberal dailies, *The Guardian* and *The Independent*, both of which regularly publish comment questioning Israel's legitimacy and portraying it as a pariah state.²⁶ Although both papers have, on occasion, acknowledged the Jewish community's anxieties about their reporting, they have also, on occasion, been dismissive.²⁷ For example, Paul Foot, Britain's leading leftist commentator until his death in 2004, wrote in his *Guardian* column: "Especially pathetic on the part of our apologists for Israeli oppression is their bleating about anti-semitism. For the sort of oppression they favour is the seed from which all racialism, including anti-semitism, grows."²⁸

This brief survey of attitudes toward Jews on the British liberal- Left would not be complete without some mention of the campaign for an academic boycott of Israel, begun in April 2002 by the biology professor Steven Rose. As in the media, liberal and leftist viewpoints are disproportionately represented in Britain's universities. Despite the profusion of human rights crises around the world, from Sudan to North Korea, it is the Palestinian cause that has seized the imagination of Britain's leftist academics and has fueled calls for a boycott; one practical result has been the reporting of a number of cases of discrimination against Israeli scholars and researchers in British academic institutions. The boycott campaign is perhaps the most transparent illustration of the Left's determination to depict Israel as the ultimate rogue state.

The Red-Green Alliance

The spillage of anti-Zionism into anti-Semitism noted by Wistrich is an increasingly perilous feature of British political life, as it is elsewhere in Europe. This tendency has manifested itself everywhere from the literary pages of liberal newspapers to resolutions on the Middle East passed by trade unions, as well as in the escalating calls for an academic boycott of, and economic sanctions against, Israel. It has been argued here that any examination of anti-Semitism on the British Left without a strong sense of historical context is compromised, but it is equally true that the conditions that enable the expression of anti-Jewish sentiment on the Left have never been as permissive as they are now. To understand why this is the case, it is necessary to explore in greater detail an issue raised at the beginning of this article: the growing intimacy between the Left and the Islamists.²⁹

The very existence of this alliance represents a critical shift for the Left. Radical socialism and radical Islam are far from obvious bedfellows, and a strict focus on the key texts of both does not yield any synergies. Even so, text and doctrine cannot be regarded as the sole substance of politics. Otherwise, one cannot explain why the left-wing mayor of London, Ken Livingstone, known for his previous support of feminist causes, would enthusiastically host an obscurantist Muslim cleric, or why a party claiming allegiance to Trotskyism would join forces with a group identified with the Muslim Brotherhood.³⁰

Demography partially explains this shift. There are approximately 1.5 million Muslims in the United Kingdom, and the population is growing. Many British Muslims originate from Pakistan and Bangladesh, and their ranks have been swelled by arrivals from other Muslim countries, notably in the Arab world. In tandem, there has been a corresponding political radicalization. Some British Muslims identify with groups like Al Muhajiroun, which openly declares its support for Osama bin Laden (indeed, the first foreign homicide bombers to carry out an operation in Israel were two British Muslims). Many more identify with the ostensibly moderate Muslim Association of Britain (MAB), which, despite forswearing terrorism, proudly declares its support for Hamas.

Since the end of the Cold War, the Left has been groping for a mass response to the "New World Order"; by allying with the Islamists it may have found one. Of all the marches held in Europe in 2003 opposing the Iraq War, the largest took place in London, involving over one million protestors. An outgrowth of this march was a new political party, Respect, sponsored by the Socialist Workers Party, MAB, and George Galloway, a Scottish MP expelled from the Labour Party in part because of his links with Saddam Hussein's regime. Although Respect failed to win any seats in the 2004 local and European parliamentary elections, it enjoyed a strong showing in those areas of the country, such as East London and the Midlands, with large Muslim populations.

Galloway, in particular, is known for his detestation of Israel; of only a handful of principles expressed in Respect's founding document, solidarity with the Palestinians is one. At the same time, Galloway has rejected accusations of anti-Semitism.³¹ Such denials, however, ring ever more hollow for the following reason: despite all the demonization of Israel and Zionism that the British Left has engaged in for the last four decades, leftist groups stopped short of organizational alignment with anti-Semites. With the advent of Respect, this is no longer the case. MAB's admiration for Islamist ideologues such as Sayid Qutb and Sheikh Ahmed Yassin, who expressed their loathing for Jews as Jews and not as Zionists, has begged some sort of clarification from its left-wing partners; but none has been forthcoming, save for the standard response that the participation of several Jews in the Palestinian solidarity movement renders accusations of anti-Semitism inadmissible. What is not recognized is that these Jews, whether acting as individuals or through organizations such as Jews for Justice for Palestinians,³² have no real base inside the British Jewish community and only identify as Jews for the purpose of disavowing Israel.

Fear of alienating Muslim activists and voters is certainly one reason for the reluctance to acknowledge and condemn Muslim anti-Semitism. Mindful of the importance of the Muslim vote in London, Ken Livingstone, the mayor of London, offered his hospitality to the Egyptian Muslim cleric Yusuf Al Qaradawi, who visited the British capital in July 2004. Despite being confronted with Al Qaradawi's anti-Semitic pronouncements - he has declared, for example, that there can be no dialogue with Jews "except by the sword and the rifle"³³ - Livingstone continually dismissed objections to his presence in the United Kingdom as "Islamophobia." Gay rights activists, once an important base of support for Livingstone, were similarly dismissed when they expressed displeasure at Qaradawi's visit. Thus did the new Islamist-leftist constellation in Britain reveal those political constituencies that are excluded as well as included: Muslim distaste for those issues that were at the heart of the Left's agenda, such as women's emancipation and homosexual rights, has finally won out.

As well as the electoral imperatives of local politics, geopolitics is another explanatory factor for the Left's startling shift. Opposition to the United States is axiomatic to the Left's credo, even if that means joining with other currents with which there is little ideological commonality. This necessarily affects the Left's attitude toward the Jews. In this regard, the "socialism of fools" derided by Bebel might be said to have given way to the "useful idiots" phenomenon derided by Lenin.³⁴

Much has changed, but much has stayed the same. The denial of victimhood to the Jews, the plundering of the Shoah to condemn Israel,³⁵ the conspiratorial portrayal of Jewish power and the inherent illegitimacy of Jewish self-determination, are all constants. However, the anti-Semitism distinctive to the British Left has integrated, ideologically and organizationally, with

its Islamist counterpart. Consequently, British political discourse in the mosque, the street, and the salon has been infected. This last assertion is not intended to subsume peculiarities and differences into a single framework; rather, the aim has been to discern a general pattern of leftist anti-Semitism in Britain that, ominously, continues to develop.

Notes

1. Kautsky argues that the disappearance of the Jews is also a desirable outcome: "We cannot say we have completely emerged from the Middle Ages as long as Judaism still exists among us. The sooner it disappears, the better it will be, not only for society, but also for the Jews themselves." Karl Kautsky, *Are the Jews a Race?* (Jonathan Cape, London, 1926), also available at: <http://www.marxists.org/archive/kautsky/1914/jewsrace/index.htm>.
2. For a classic exegesis of this view, see Karl Marx, "On the Jewish Question," in *Early Writings* (London: Penguin, 1992).
3. The view that Zionist imperatives control U.S. policy in the Middle East is increasingly finding favor on the Left, as several scholars have noted. See, for example, Shlomo Lappin, "Israel and the New Anti-Semitism," *Dissent*, Spring 2003.
4. See Daniel Goldhagen, "The Globalization of Anti-Semitism," *Forward*, 2 May 2003.
5. Quoted in Walter Laqueur, *A History of Zionism* (New York: MJF Books, 1997), p. 435.
6. For an incisive perspective on the novelty of the "new" anti-Semitism, see Anthony Julius, "Is There Anything 'New' in the New Anti-Semitism?" in Paul Iganski and Barry Kosmin, eds., *A New Anti-Semitism? Debating Judeophobia in 21st-Century Britain* (London: Profile Books, 2003).
7. W.D. Rubinstein, *The Left, the Right and the Jews* (London: Croom Helm, 1982), p. 9.
8. *Ibid.*, p. 56.
9. *Ibid.*, p. 110.
10. Robert Wistrich, "Left-Wing Anti-Zionism in Western Societies," in Robert Wistrich, ed., *Anti-Zionism and Anti-Semitism in the Contemporary World* (London: Macmillan, 1990), p. 48.
11. See Steve Cohen, *That's Funny, You Don't Look Anti-Semitic: An Anti-Racist Analysis of Left Anti-Semitism* (Manchester: Beyond the Pale Publishing, 1984), p. 20.
12. *Ibid.*, p. 42.
13. *Ibid.*, p. 53. The newspaper in question was the now defunct *Big Flame*.
14. Rubinstein, *The Left*, p. 115.
15. *Perdition* was published in 1987 by the anti-Zionist publishing house Ithaca Press (London).
16. See Leora Bilsky, "Judging Evil in the Trial of Kastner," *Law and History Review*, Vol. 19, No. 1 (2001).
17. Quoted in David Cesarani, "The Perdition Affair," in Wistrich, *Anti-Zionism and Anti-Semitism*, p. 54.
18. *Ibid.*, p. 57.
19. See Winston Pickett, "Nasty or Nazi? The Use of Antisemitic Topoi in the Liberal-Left Media," in Iganski and Kosmin, *A New Anti-Semitism?* pp. 148-166.
20. *The New Statesman*, 11 February 2002.
21. *Ibid.*, 14 January 2002.
22. *Ibid.*
23. Dalyell later said: "I am fully aware that one is treading on cut glass on this issue and no-one wants to be accused of anti-Semitism, but, if it is a question of launching an assault on Syria or Iran.... then one has to be candid." See <http://news.bbc.co.uk/1/hi/uk-politics/2999219.stm>.
24. *Jewish Chronicle*, 25 June 2004.
25. Trevor Asserson, "What Went Wrong at the BBC," *Jerusalem Viewpoints*, No. 511, 15 January 2004. Asserson's detailed research is available at www.bbcwatch.com.
26. See, e.g., Gerald Kaufman, "The Case for Sanctions against Israel," *The Guardian*, 12 July 2004. Kaufman is a Jewish Labour MP who has become a virulent opponent of Israel.
27. Upholding its liberal principles, *The Guardian* ran a fairly critical review of a book by the Israeli journalist Daphna Baram, *Disenchantment: The Guardian and Israel*, which the newspaper itself published. The reviewer, Bryan Cheyette, observed that Baram had "something of a tin ear when it comes to the experiences of Jews as a minority in the diaspora." Brian Cheyette, "What Became of Zion?" *The Guardian*, 24 July 2004.
28. Paul Foot, "In Defence of Oppression," *The Guardian*, 5 March 2002.
29. See especially Dave Hyde, "Europe's Other Red-Green Alliance," *Zeek*, April 2003, available at <http://www.zeek.net/politics-0304.shtml>.
30. Anthony Browne, "This Sinister Brotherhood," *The Times*, 11 August 2004.
31. In a 2002 speech at Cambridge University, Galloway declared: "We shouldn't allow a group of gangsters called Zionists to hold us to ransom on the issue of anti-Semitism." See <http://www.cambridgeclarion.org/Galloway.quest.12jul2002.html>.
32. Many British Jews were scandalized when, in December 2003, Jews for Justice for Palestinians held a Christmas-carol service in central London. Among the carols they sang was "Little Town of Bethlehem," rewritten to condemn IDF operations in that town.

33. See <http://www.memri.org/bin/latestnews.cgi?ID>SD75304> .

34. Lenin (supposedly) referred to those western leftists who unconditionally defended the USSR as "useful idiots."

35. A notorious example of the abuse of Holocaust imagery involved the poet and critic Tom Paulin, who, after telling *Al Ahrām* in 2002 that "Brooklynborn" Jewish settlers should be shot, wrote a poem that described Israeli soldiers as the "Zionist SS." See David Cesarani, *The Left and the Jews, the Jews and the Left* (London: Profile, 2003), p. 75.

Jewish Political Studies Review 16:3-4 (Fall 2004)

<http://www.jcpa.org/>

=====

Le site internet de l'AAARGH (Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste) est filtré par décision de justice à la demande de diverses associations de malfaisance, en France, depuis juin, par plusieurs fournisseurs d'accès.

Les adresses filtrées sont néanmoins facilement accessibles en utilisant des anonymiseurs que l'on trouve sur le Net.

<http://aaargh.com.mx>

<http://vho.org/aaargh>

L'adresse suivante n'est pas filtrée, elle est en accès libre :

<http://litek.ws/aaargh>

La section française de l'AAARGH se trouve aussi à

<http://daaargh.narod.ru>

L'adresse de l'AAARGH

aaarghinternational@hotmail.com